



**MARCHE N°24DISPBX004**

**MARCHE D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE  
CHAUFFAGE, D'EAU CHAUDE SANITAIRE, DE VENTILATION ET  
DE CLIMATISATION**

**CENTRE DE DETENTION DE BEDENAC**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
-  
C.C.T.P.**

**MINISTERE DE LA JUSTICE  
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de  
Bordeaux (Région Nouvelle-Aquitaine)**

**188 rue de Pessac – CS 21509  
33062 BORDEAUX CEDEX**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2. CONSISTANCE ET ETENDUE DES INSTALLATIONS CONCERNEES.....</b>	<b>5</b>
2.1. Equipements thermiques destinés au chauffage.....	6
2.2. Equipements de climatisation et de traitement d'air .....	6
2.3. Equipements thermiques destinés à la production et la distribution d'eau chaude sanitaire collective.....	6
2.4. Equipements de ventilation .....	7
2.5. Equipements électriques.....	7
<b>ARTICLE 3. OBLIGATIONS DU CLIENT .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....</b>	<b>7</b>
4.1. Accès aux installations.....	7
4.2. Locaux.....	8
4.3. Devoir de conseil.....	8
4.4. Clauses sociales .....	8
4.5. Clauses environnementales .....	9
<b>ARTICLE 5. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6. REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7. FOURNITURE D'ENERGIE.....</b>	<b>10</b>
7.1. Chauffage des locaux .....	10
7.2. Climatisation/Rafrachissement des locaux.....	11
7.3. Eau chaude sanitaire .....	11
<b>ARTICLE 8. TERME P1 - FOURNITURE ET GESTION DE L'ENERGIE .....</b>	<b>11</b>
8.1. Combustible et production de chaleur.....	11
8.2. Caractéristiques du bois fourni.....	11
8.3. Engagement de production d'énergie bois / Mixité énergétique .....	12
8.3.1. Engagement de production d'énergie bois .....	12
8.3.2. Suivi de la mixité énergétique .....	12
<b>ARTICLE 9. PRESTATION P2 – CONDUITE – ENTRETIEN .....</b>	<b>12</b>
9.1. Conduite .....	13
9.2. Entretien courant.....	13
9.3. Traitement d'eau.....	14
9.3.1. Traitement de l'eau du réseau de chauffage .....	14
9.3.2. Traitement de l'eau chaude sanitaire .....	15
9.4. Prévention contre le développement de légionelles .....	15
9.4.1. Prévention .....	15
9.4.2. Mesures correctives .....	16
9.4.3. Réserves.....	17
9.5. Enregistrement des températures intérieures.....	17

9.6. Enregistrement des températures ECS .....	17
9.7. Equilibrage des réseaux .....	18
9.7.1. Réseaux chauffage .....	18
9.7.2. Réseaux ECS .....	18
9.8. Vidanges et purges des réseaux chauffage .....	18
9.9. Autres fournitures incluses dans le poste P2 .....	19
9.10. Contrôles réglementaires .....	19
9.10.1. Contrôles réglementaires à la charge du PRESTATAIRE .....	19
9.10.2. Contrôles réglementaires hors marché mais suivis par le PRESTATAIRE .....	20
9.11. Dépannages, réparations et gestion des réclamations .....	21
9.11.1. Dépannages .....	21
9.11.2. Réparations .....	21
9.11.3. Gestion des réclamations .....	22
9.12. Télésurveillance .....	22
9.13. GMAO .....	22
9.14. Tenue des cahiers de suivi d'exploitation .....	23
9.15. Mise à jour des documents d'exploitation .....	23
9.16. Comptes rendus périodiques .....	24
9.16.1. Relevés d'index mensuels .....	24
9.16.2. Rapport annuel .....	24
9.17. Participation aux réunions et visites du CD de Bédénac et/ou de son Conseil .....	25
9.18. Maintien en état des installations – modifications .....	26
<b>ARTICLE 10. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE : PRESTATION P3 – GARANTIE TOTALE .....</b>	<b>26</b>
10.1. Définition de la garantie totale P3 .....	26
10.2. Etendue .....	27
10.3. Exclusions .....	27
10.4. Remplacement d'un matériel important .....	28
10.5. Travaux urgents - continuité de service .....	28
10.6. Certificats d'économie d'énergie (CEE) .....	28
<b>ANNEXE 1 – DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXE 2 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS - PRINCIPAUX MATERIELS PRIS EN CHARGE PAR LE PRESTATAIRE (NON EXHAUSTIF) .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE 3 – CONDITIONS D'ACCES A L'ETABLISSEMENT .....</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXE 4 – OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE .....</b>	<b>44</b>
<b>ANNEXE 5 – MESURES DE PREVENTION CONTRE LES LEGIONELLES .....</b>	<b>55</b>
<b>ANNEXE 6 – MODALITES DE PRELEVEMENTS POUR LA RECHERCHE DE LEGIONELLES .....</b>	<b>56</b>
<b>ANNEXE 7 – HISTORIQUE DES DONNEES ENERGETIQUES .....</b>	<b>58</b>
<b>ANNEXE 8 – MODELE DE TABLEAU DE SYNTHESE DES RECLAMATIONS .....</b>	<b>60</b>
<b>ANNEXE 9 – HISTORIQUE DES INTERVENTIONS REALISEES AU TITRE DU P3 DE 2021 A 2024 .....</b>	<b>61</b>



**ENTRE :**

Le Maître d'Ouvrage :	<b>Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux (DISP)</b> <b>(Région Nouvelle-Aquitaine)</b> 188 rue de Pessac – CS 21509 33062 BORDEAUX CEDEX
Représenté par :	

Ci-après désigné le **CD de Bédénac**

d'une part

**ET :**

*A compléter*

La Société :	
Représentée par :	

Ci-après désigné le **PRESTATAIRE**

d'autre part

**IL A ETE CONVENU ET ENTENDU CE QUI SUIIT :**

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de faire assurer par une entreprise spécialisée pour le compte du **CD de Bédénac** la fourniture et gestion d'énergie bois avec engagement énergétique, l'exploitation et l'entretien de ses installations de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation et de climatisation.

Le descriptif général des installations et la liste des principaux matériels pris en charge par le **PRESTATAIRE** sont indiqués en annexes 1 et 2.

Le marché prévoit également une **Prestation Supplémentaire Eventuelle** relative aux grosses réparations, renouvellement et garantie totale des installations de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation et de climatisation, hors remplacement complet de certains équipements importants (chaudières et pompes à chaleur).

## ARTICLE 2. CONSISTANCE ET ETENDUE DES INSTALLATIONS CONCERNEES

L'annexe 1 comporte l'inventaire des principaux matériels pris en charge par le **PRESTATAIRE** au titre du présent marché.

L'attention du **PRESTATAIRE** est attirée sur le fait que cet inventaire n'est pas limitatif des matériels et installations pris en charge.

Le **PRESTATAIRE** est réputé être parfaitement informé et avoir une parfaite connaissance :

- De la constitution des bâtiments et des contraintes dues à leur destination,
- De la consistance des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et la maintenance,
- Des conditions d'alimentation en énergie, électricité et eau,
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité du site.

Comme indiqué à l'article 5, aucune réserve ou contestation ne sera possible de la part du **PRESTATAIRE** au-delà d'un délai de 2 mois après la prise d'effet du marché.

Nota : il est précisé que les bâtiments administratifs actuels vont être transférés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025 dans des nouveaux bâtiments en cours de construction.

Il est donc d'ores et déjà précisé que les systèmes de climatisation des locaux administratifs listés en annexe 1 seront abandonnés, hormis ceux dédiés au local informatique et au Mess.

Les nouveaux bâtiments comporteront notamment 3 sous-stations secondaires raccordées aux installations existantes, 4 CTA double flux et des systèmes de climatisation.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant au marché.

## 2.1. Equipements thermiques destinés au chauffage

Ces équipements comprennent notamment (liste non exhaustive) :

- ⇒ L'ensemble des équipements thermiques de production, de distribution (chaudières, brûleurs, pompes à chaleur, pompes, systèmes d'expansion, régulation, tuyauteries, calorifuges, vannes et robinetterie, évacuation des fumées, installations électriques, compteurs d'énergie et volumétriques etc....).

## 2.2. Equipements de climatisation et de traitement d'air

La liste des équipements indiqués ci-après est non exhaustive.

Les équipements de traitement d'air sont constitués de centrales de traitement d'air.

Les équipements de climatisation sont constitués d'unités à détente directe.

Le **PRESTATAIRE** assure l'entière responsabilité de tous les composants, et notamment :

- ⇒ Groupe compresseur hermétique,
- ⇒ Groupe condenseur,
- ⇒ Groupe évaporateur,
- ⇒ Moteurs électriques,
- ⇒ Ventilateurs,
- ⇒ Roues/échangeurs,
- ⇒ Filtres,
- ⇒ Capotage,
- ⇒ Réseaux de distribution de froid y compris organes de réglage, robinetterie, etc....
- ⇒ Réseaux hydrauliques y compris organes de réglage, robinetteries, etc....
- ⇒ Réseaux aérauliques y compris bouches, grilles, organes de réglage, etc....
- ⇒ Structure de support, silentbloc, manchette anti-vibratile,
- ⇒ Appareillage électrique de commande et de sécurité,
- ⇒ Filerie électrique.

## 2.3. Equipements thermiques destinés à la production et la distribution d'eau chaude sanitaire collective

Ces équipements comprennent notamment (liste non exhaustive) :

- ⇒ L'ensemble des équipements de production : ballons préparateurs, échangeurs, adoucisseurs, bac de sel, régulation, robinetterie, pompes de charge, organes de mesure et de contrôle, compteurs, mitigeurs, tuyauterie, calorifuge, armoires électriques de commande et de régulation, etc. ...
- ⇒ L'ensemble des équipements de distribution en chaufferies ou sous-stations (tuyauteries, pompes de bouclage, thermomètres...).

## 2.4. Equipements de ventilation

Ces équipements comprennent notamment (liste non exhaustive) :

- ⇒ Les caissons et turbines,
- ⇒ Les réseaux y compris manchettes souples, trappes de visites, purges et siphons éventuels,
- ⇒ Les bouches de ventilation.

## 2.5. Equipements électriques

Ces équipements comprennent notamment :

- ⇒ Le groupe électrogène,
- ⇒ Le TGBT.

## ARTICLE 3. OBLIGATIONS DU CLIENT

Le **CD de Bédénac** met à la disposition exclusive du **PRESTATAIRE**, à titre gratuit, pendant toute la durée d'exécution du marché, les locaux chaufferies et autres locaux techniques abritant les installations décrites dans le présent contrat,

Le **CD de Bédénac** s'interdit d'utiliser, à d'autres fins, les locaux et installations mis à la disposition du **PRESTATAIRE**,

Le **CD de Bédénac** maintient clos et couverts, les locaux mis à la disposition du **PRESTATAIRE** conformément aux règlements de police et d'assurance,

Le **CD de Bédénac** assure à ses frais les fournitures de gaz propane, d'eau et d'électricité, nécessaires à la bonne marche des installations,

Le **CD de Bédénac** doit maintenir, à ses frais, les installations mises à la disposition du **PRESTATAIRE** en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur sur les propositions du **PRESTATAIRE**,

Le **CD de Bédénac** mettra à disposition du **PRESTATAIRE**, ou lui communiquera à sa demande, l'ensemble des données connues relatives à l'amiante pour la totalité du patrimoine sous contrat. Ainsi, tous les DTA et autres repérages seront à la disposition du **PRESTATAIRE** pour l'établissement de son analyse de risque et la préparation des interventions.

## ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

### 4.1. Accès aux installations

En début de marché, le CD de Bédénac remettra au PRESTATAIRE uniquement les clés d'accès à la chaufferie bois (située à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement). Le **PRESTATAIRE** aura l'obligation de restituer au CD de Bédénac l'intégralité de ces clés, au plus tard dans les 3 jours suivants l'échéance du contrat.

L'accès à l'ensemble des autres locaux et installations techniques intégrés au périmètre du contrat se fera obligatoirement avec l'accompagnement d'un membre du personnel de l'établissement.

Le **PRESTATAIRE** sera tenu de respecter les contraintes d'accès aux installations indiquées à l'annexe 3 du C.C.T.P.

#### 4.2. Locaux

Le **PRESTATAIRE** s'interdit d'utiliser, à d'autres fins, les locaux et installations mis à sa disposition par le **CD de Bédénac**.

#### 4.3. Devoir de conseil

Le **PRESTATAIRE** a obligation de conseil en la matière et établira donc régulièrement toute proposition utile en la matière.

#### 4.4. Clauses sociales

Le **PRESTATAIRE** est invité à mentionner les modalités de la mise en place dans sa proposition d'un dispositif à caractère social.

A ce titre, le **PRESTATAIRE** pourra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières :

- Les demandes d'emploi de longue durée, inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an, sans activité ou en activité ponctuelle,
- Les allocataires du Revenu de Solidarité Active demandeurs d'emploi,
- Les allocataires des minimas sociaux (ASS, AI, AAH et allocation d'invalidité),
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique ainsi que des dispositifs particuliers EPIDE et Ecoles Deuxième Chance,
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et engagés dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans engagés dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi depuis au moins 6 mois.

Cependant, il est à noter que les personnes majeures détentrices d'un casier judiciaire (B2 non vierge) et les personnes mineures ne seront pas autorisées à pénétrer sur le site.

Cet élément sera pris en compte dans la notation des offres (cf. Règlement de Consultation) et sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité en cas de défaut de mise en application d'un des volets énoncés par le **PRESTATAIRE** pour cette clause.



#### 4.5. Clauses environnementales

Le **PRESTATAIRE** est invité à mentionner les modalités de mise en place dans sa proposition d'un dispositif de clauses environnementales : parc automobile propre (électrique, hybride, etc...), produits utilisés respectueux de l'environnement (type norme ECOLABEL), recyclage des déchets avec n° de certification, empreinte carbone des déplacements, utilisation de pièces de rechange reconditionnées, réduction des nuisances, etc... Cet élément sera pris en compte dans la notation des offres (cf. règlement de consultation) et sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité prévue à l'article 10 du C.C.A.P. en cas de défaut de mise en application d'un des volets énoncés par le **PRESTATAIRE** pour cette clause.

Le **PRESTATAIRE** a également l'obligation de respecter l'ensemble des dispositions indiquées aux articles suivants.

### ARTICLE 5. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS

Le **PRESTATAIRE**, chargé de l'exploitation à compter de la date de prise d'effet du marché, assurera la prise en charge des installations, en présence de l'exploitant sortant, du **CD de Bédénac** et/ou de son éventuel Conseil. Il effectuera le repérage des compteurs ainsi que le relevé des index correspondants.

Cette prise en charge, pourra être assortie d'observations éventuelles qui pourraient être faites par le **PRESTATAIRE** jusqu'à 2 mois après la date de prise d'effet du marché. Passé ce délai, aucune contestation ne sera possible de la part du **PRESTATAIRE**.

Néanmoins, le **PRESTATAIRE** prendra en charge les installations dans l'état où elles se trouvent et devra satisfaire sans aucune réserve aux prestations d'entretien et de garantie totale et ne remettra pas en cause les prix forfaitaires des prestations.

### ARTICLE 6. REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT

Le **PRESTATAIRE** s'engage à laisser, en fin de marché, les installations en parfait état de propreté et d'entretien et prêtes à assurer la poursuite de l'exploitation sans incident pendant une saison de chauffe. Tout incident pendant cette période et résultant d'un défaut d'entretien ou d'anticipation sur le changement d'un matériel sera à la charge du **PRESTATAIRE**.

A cette fin, au plus tard 4 mois avant l'échéance du marché, un état des lieux et un examen de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations, pris en charge par le **CD de Bédénac** (avec, si nécessaire, le concours d'un organisme de contrôle choisi par le **CD de Bédénac**), seront faits contradictoirement. Le **PRESTATAIRE** disposera d'un délai de 3 mois pour remédier à toutes les demandes ou anomalies listées dans le procès-verbal qui sera dressé.

## ARTICLE 7. FOURNITURE D'ENERGIE

Le **PRESTATAIRE** est assujéti à une obligation de résultat, notamment pour la température moyenne des locaux chauffés et la température de l'eau chaude sanitaire.

### 7.1. Chauffage des locaux

**LE PRESTATAIRE** assure le chauffage des locaux, chaque année du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mai. Cette période, à la demande du **CD de Bédénac**, pourra être ajustée à la rigueur climatique des débuts et fins de saison de chauffe.

Le **CD de Bédénac** précisera la date de la coupure ou de la mise en service du chauffage.

Pendant cette période, le **PRESTATAIRE** s'engage à mettre en service ou arrêter les installations de chauffage, à la demande du **CD de Bédénac**, sous un délai de 24 heures. Cette demande doit être confirmée par écrit dans les plus brefs délais.

Il est précisé que le **CD de Bédénac** peut demander autant de fois qu'il le juge nécessaire l'allumage et l'extinction du chauffage et ce, sans que cela n'entraîne de variation des redevances facturées.

Le **PRESTATAIRE** s'engage à respecter les horaires de chauffage et les températures de fonctionnement indiqués ci-dessous :

	Ateliers et gymnase	Locaux QPA et US	Autres locaux : hébergements, bât. H, QD, bureaux,...)
De 6h00 à 22h00	16°C	21°C	19°C
De 22h00 à 6h00	14°C	19°C	17°C
Inoccupation	8°C maximum	13°C maximum	

QPA : Quartier pour Personne Agée / US : Unité Sanitaire / QD : Quartier Disciplinaire

Dans le cas où la température extérieure s'abaisserait au-dessous de la température extérieure de base de -5°C (station météorologique de référence : BORDEAUX), le **PRESTATAIRE** assurera des conditions de chauffage compatibles avec la puissance des installations et leur sécurité de marche.

Les températures intérieures seront mesurées au milieu des pièces, à 1,50 m du sol, toutes portes et fenêtres fermées, avec un appareil de mesure normalisé comportant un certificat d'étalonnage valide.

Les températures ci-avant définies ne seraient de plus pas garanties dans les cas suivants :

- Arrêt en cas d'urgence, en avisant le **CD de Bédénac**,
- Fait d'un tiers extérieur à la volonté du **PRESTATAIRE** ou du **CD de Bédénac**,
- Dommages atteignant les installations et non imputables au **PRESTATAIRE**.

## 7.2. Climatisation/Rafrâichissement des locaux

Pour les locaux dont la climatisation ou le rafraîchissement est réalisé pour le confort des usagers (surchauffe de locaux en été), le **PRESTATAIRE** veillera au respect de l'article R131-29 du Code de la Construction et de l'Habitation et maintiendra un écart de température de 5°C par rapport à la température extérieure.

Pour les locaux informatiques dont la climatisation ou le rafraîchissement est réalisé pour le maintien d'ambiance, le **PRESTATAIRE** maintiendra 24h/24 et 7j/7 une température de **20°C**.

## 7.3. Eau chaude sanitaire

L'eau chaude sanitaire sera distribuée à la sortie des productions avant mitigeur à une température de **58°C (+0°C/- 3°C)**.

La température du retour de bouclage, ainsi que la température en tout point des réseaux, devront être maintenues à une température **d'au moins 50°C**.

Le **PRESTATAIRE** informera le **CD de Bédénac** par courriel, dans les plus brefs délais, s'il était dans l'incapacité technique de respecter simultanément ces deux températures. Le **PRESTATAIRE** devra proposer des améliorations pour y remédier.

Le **PRESTATAIRE** aura la possibilité d'interrompre le service pour les travaux d'entretien au maximum six jours par an par période de 6 heures consécutives, à condition d'en aviser le **CD de Bédénac** par écrit une semaine à l'avance.

Ces travaux d'entretien auront lieu au cours des mois de juillet et août, sauf nécessité impérieuse à justifier.

# ARTICLE 8. TERME P1 - FOURNITURE ET GESTION DE L'ENERGIE

## 8.1. Combustible et production de chaleur

Le **PRESTATAIRE** assure la fourniture et la gestion du combustible bois uniquement. La fourniture du gaz propane est assurée par le **CD de Bédénac**.

Le **PRESTATAIRE** sera responsable de la continuité des approvisionnements en bois. Il fera donc son affaire personnelle du contrat d'approvisionnement en bois dès la prise d'effet du marché.

Le **PRESTATAIRE** devra veiller à ne pas occasionner de rupture d'approvisionnement et devra en particulier anticiper les situations exceptionnelles (panne du camion de livraison, inaccessibilité du silo, ...).

Les opérations de déchargement sont réalisées aux risques et périls et sous la responsabilité du **PRESTATAIRE**, dans des conditions respectant le site et les équipements installés (aire d'évolution, accès,...). Après la livraison, le site de déchargement sera laissé propre de toute trace de passage du camion.

## 8.2. Caractéristiques du bois fourni

Les caractéristiques du combustible bois devront répondre aux exigences minimales suivantes :

BOIS DECHIQUETE	
Classification CIBE	C2 – moyenne granulométrie
Granulométrie	P45-P63
Humidité	M30-M40

Avec des critères de qualité importants :

- Le moins de poussière possible
- Bois naturel non pollué, sans additifs

Le **PRESTATAIRE** devra être en mesure, sur la durée du contrat, d'attester du respect de ces exigences. Il devra transmettre, sur demande du **CD de Bédénac**, tout justificatif correspondant.

Il devra également procéder lors de chaque livraison de bois à une mesure du taux d'hygrométrie, qu'il devra consigner sur un document spécifique.

Le **PRESTATAIRE** devra se conformer à la loi pour le traitement des cendres.

### 8.3. Engagement de production d'énergie bois / Mixité énergétique

#### 8.3.1. Engagement de production d'énergie bois

Le **PRESTATAIRE** se doit de respecter son engagement contractuel sur la production d'énergie thermique assurée par la chaufferie bois. Cette valeur est définie par le **PRESTATAIRE** à l'Acte d'Engagement selon l'historique de consommations indiqué en annexe 7.

Pour cela, le **PRESTATAIRE** aura la responsabilité de son propre suivi des consommations.

Un intéressement sur les quantités d'énergie produites par la chaufferie bois sera appliqué, conformément à l'article 5 du C.C.A.P..

#### 8.3.2. Suivi de la mixité énergétique

En complément, le **PRESTATAIRE** assurera un suivi de la mixité énergétique bois-gaz propane à partir des relevés d'index des compteurs d'énergie correspondants.

## ARTICLE 9. PRESTATION P2 – CONDUITE – ENTRETIEN

Le **PRESTATAIRE**, dans le cadre de la conduite des installations, assurera les prestations listées en annexe 2. Cette liste n'est pas limitative.

Les fréquences d'interventions indiquées en annexe 2 sont minimales. Elles seront adaptées aux besoins des équipements en place, l'objectif étant de maintenir en permanence les installations en parfait état de fonctionnement et d'engager des actions préventives en fonction de l'état constaté des équipements. Elles pourront donc être augmentées, et ce sans modification de la redevance P2.

## 9.1. Conduite

### Le **PRESTATAIRE** :

- ⇒ Assurera la conduite, la surveillance, le réglage des éléments constituant les installations thermiques objet du présent marché,
- ⇒ Assurera la mise en route et l'arrêt des installations dans les vingt-quatre heures suivant l'ordre de mise en route ou d'arrêt donné par le **CD de Bédénac**,
- ⇒ Surveillera périodiquement l'état des divers matériels constituant ces installations, notamment les canalisations visitables et accessibles, dont il a la charge,
- ⇒ Informera le **CD de Bédénac**, par écrit et en temps opportun, des incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en attirant son attention sur les conséquences qu'ils peuvent entraîner,
- ⇒ Fera connaître ses sujétions, en vue d'assurer la remise en état ou le remplacement des matériels indispensables à un fonctionnement régulier des installations prises en charge dans le cadre de la prestation de Gros Entretien et Garantie Totale - P3 (si cette prestation est retenue en PSE),
- ⇒ Assurera le contrôle et le bon fonctionnement des compteurs de combustible, eau et d'énergie.

## 9.2. Entretien courant

### Le **PRESTATAIRE** :

- ⇒ Assurera l'entretien courant de l'ensemble des installations thermiques, objet du présent marché, ainsi que le nettoyage et le maintien en parfait état de propreté des locaux et des matériels mis à sa disposition,
- ⇒ Assurera les petites réparations, les remplacements de petites pièces, le nettoyage, les graissages, la propreté, le maintien en parfait état de propreté de toutes surfaces d'échange,
- ⇒ Assurera l'ensemble des opérations de maintenance préventive définies en annexe 4,
- ⇒ Inscira de manière détaillée dans le registre de sécurité, les carnets sanitaires et les carnets de chaufferies les interventions réalisées du constat jusqu'à la synthèse d'intervention,
- ⇒ Tiendra à jour un échéancier, qui sera proprement tenu, pour l'entretien et les visites systématiques du matériel qui lui a été confié,
- ⇒ Assurera la remise en état, s'il y a lieu, du calorifugeage des conduites situées dans les locaux sous sa responsabilité,
- ⇒ S'assurera en permanence de la manœuvrabilité des vannes, des tés de réglage, des robinets et des registres sur les réseaux de distribution,

- ⇒ Le **PRESTATAIRE** fournira à ses frais, tout appareil de levage ou de manutention nécessaire à certaines prestations du présent marché,
- ⇒ Le **PRESTATAIRE** respectera l'ensemble des dispositions réglementaires de l'arrêté du 3 août 2018 relatives à l'exploitation et à la maintenance des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Dans le cadre du présent marché, le **PRESTATAIRE** effectuera, **à minima un passage hebdomadaire** sur les installations.

En tout état de cause, l'entretien courant, tel que défini au présent article, est considéré pouvoir être effectué par le personnel affecté normalement à la conduite, à la surveillance et à cet entretien des installations. Il ne requiert pas la mise en œuvre de moyens extérieurs importants, ni le remplacement de sous-ensembles ou ensembles complets.

### 9.3. Traitement d'eau

#### 9.3.1. Traitement de l'eau du réseau de chauffage

Le **PRESTATAIRE** assurera la fourniture et la mise en œuvre des produits de traitement des eaux des réseaux de chauffage, au titre du P2. Un conditionnement d'eau sera réalisé systématiquement dans le mois de réception du rapport des analyses d'eau annuelles.

Le **PRESTATAIRE** veillera à respecter les caractéristiques des eaux des réseaux en fonction des exigences des fabricants de matériels (chaudières, radiateurs...) et de la nature des réseaux de distribution.

Le **PRESTATAIRE** réalisera une analyse annuelle d'eau de chauffage pour chaque réseau ci-dessous :

Réseau	Nombre d'analyse par an
Réseau primaire	1
Ss-station Bât. G : circuit chauffage après échangeur	1
Ss-station Bât. H : circuit chauffage après échangeur	1
Ss-station Bât. Horticulture : circuit chauffage après échangeur	1
Ss-station Bât. Mess : circuit chauffage après échangeur	1
Ss-station Bât. Cuisine : circuit chauffage après échangeur	1
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>

Les paramètres suivants seront relevés : aspect, coloration, pH, TH, TA, TAC, Chlorures, MES, turbidité, conductivité, phosphore ( $P_2O_5$ ), teneur en Fer, cuivre.

Le résultat de chaque analyse et les produits injectés seront consignés dans le livret de chaufferie, et le **PRESTATAIRE** adressera au **CD de Bédénac** et à son Conseil le rapport d'analyse commenté, avec ou sans propositions d'actions correctives dans le rapport annuel.

Le **PRESTATAIRE** signalera au **CD de Bédénac**, par rapports écrits adressés par courriel, les incidents constatés ainsi que les incidents prévisibles, dès qu'il peut les déceler, en faisant toutes observations utiles.

Il doit notamment y indiquer les conséquences que pourraient entraîner sa non-intervention et la non-exécution de travaux nécessaires à leur prévention et/ou leur réparation.

#### 9.3.2. Traitement de l'eau chaude sanitaire

Le **PRESTATAIRE** assurera la fourniture et la mise en œuvre des produits de traitement adoucisseur de l'eau chaude sanitaire, au titre du P2.

A titre d'information, la quantité de sel adoucisseur consommée annuellement pour l'ensemble du site est d'environ 2 tonnes.

De plus, il assurera les opérations de maintenance suivantes :

- ⇒ A chaque visite, le contrôle de quantité de produits et consommables et appoint ou remplacement si nécessaire et le relevé du compteur ECS, avec report des quantités introduites sur le livret de chaufferie.
- ⇒ Tous les trimestres, le nettoyage des équipements de traitements (bacs, pompes...) et vérification des réglages (analyse du TH et du TAC) et modification éventuelles.
- ⇒ Tous les ans, le démontage et contrôle visuel des manchettes sur l'arrivée eau froide, le départ ECS et le bouclage.

Les analyses de TH de l'eau chaude sanitaire doivent être réalisées par le **PRESTATAIRE** tous les trimestres. Le TH ne doit pas dépasser une valeur de 15°F, tout en restant supérieur à 12°F.

### 9.4. Prévention contre le développement de légionelles

#### 9.4.1. Prévention

Le **PRESTATAIRE** est tenu de respecter toutes les circulaires de la DGS (Direction Générale de la Santé) relatives à « la prévention du risque lié aux légionelles » et en particulier la circulaire n°2002/243 du 22/04/2002 et l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2010 relatifs à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'ECS.

Le **PRESTATAIRE** devra informer le **CD de Bédénac** de tous règlements, directives et circulaires qui seront publiés postérieurement à la date de prise d'effet du présent marché.

Pour chaque installation équipée d'un réseau ECS qui possède des points d'usage à risques tels que définis dans l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire, le **PRESTATAIRE** assurera une fois par an la réalisation des analyses bactériologiques de mesure du taux de légionelles selon les points de surveillance définis dans l'annexe 2 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2010 et listés en annexe 5 du présent CCTP.

Les premières analyses devront être effectuées dans les 3 mois suivants la prise d'effet du présent marché.

Le **PRESTATAIRE** devra informer le **CD de Bédénac**, par courriel et dès qu'il en a connaissance, des dates de réalisation de ces analyses.

Les résultats commentés des analyses seront transmis par courriel au **CD de Bédénac** et à son Conseil dès réception par le **PRESTATAIRE**.

Le **CD de Bédénac** réalisera en complément, dans le semestre suivant la campagne de prélèvements réalisée par le **PRESTATAIRE**, une campagne de prélèvements complémentaire. Le **PRESTATAIRE** accompagnera si nécessaire, selon les dispositions de l'article 9.10.2, l'organisme missionné par le **CD de Bédénac**.

Une attention particulière sera portée sur la maintenance rigoureuse des équipements selon les annexes 3 et 4 du présent CCTP.

Les fréquences des prestations indiquées dans ces annexes sont des minimums à respecter qui feront l'objet d'un ajustement par Le **PRESTATAIRE** en fonction de son plan interne de lutte contre cette bactérie.

Le **PRESTATAIRE** est tenu d'assurer en permanence une veille technologique, technique et réglementaire concernant les procédés et produits qui seraient susceptibles, dans l'avenir, d'obtenir de meilleurs résultats que les procédés actuellement connus et agréés.

#### 9.4.2. Mesures correctives

En cas de taux de légionelles supérieur au seuil de 1 000 UFC /litre, le **PRESTATAIRE** devra mettre en œuvre sous 1 jour ouvré après la réception du rapport d'analyses correspondant, les mesures correctives nécessaires pour revenir en dessous de ce seuil dans le respect des règlements, des circulaires et des recommandations émanant des Services de Santé Publique, et en particulier de l'Agence Régionale de Santé.

Il devra en parallèle, sous ce même délai, informer le **CD de Bédénac** par écrit (courriel) des dispositions prises et à prendre afin de faire baisser ce taux.

A l'exception des prestations normales d'entretien et de conduite prévues par le présent C.C.T.P. et la réglementation en vigueur, les dépenses relatives aux mesures correctives et aux analyses complémentaires sont exclues du présent marché. En revanche, le coût de la tenue des carnets sanitaires est compris dans le présent marché, et dans lesquels figureront notamment :

- Les valeurs des températures ECS mesurées.
- Les résultats des différentes analyses de dénombrement.
- Les schémas de principe des installations eau chaude sanitaire (production, distribution, bouclage ...) si existants.
- Les opérations de maintenance préventives (chasses en pieds de ballons et de colonne, contrôle visuel des manchettes témoins, nettoyage annuel, ...) ou curatives réalisées.

Le **PRESTATAIRE** devra obligatoirement joindre à son offre, un document précisant les mesures correctives qu'il prévoit en cas de dépassement du taux réglementaire de légionelles. Il devra également joindre un modèle de carnet sanitaire.



#### 9.4.3. Réserves

Les mesures engagées par Le **PRESTATAIRE** visant à limiter le risque en matière de développement bactériologique de type *Légionella*, ne permettent pas de garantir l'éradication certaine et définitive de la bactérie en l'état actuel des connaissances techniques et bactériologiques.

En conséquence, l'obligation du **PRESTATAIRE** est une obligation de moyens exclusive de toute obligation de résultat.

### 9.5. Enregistrement des températures intérieures

Afin de contrôler la température des locaux et sur simple demande du **CD de Bédénac**, le **PRESTATAIRE** devra mettre à disposition, sous un délai maximum de 24 heures ouvrées à compter de la demande du **CD de Bédénac**, des enregistreurs de température qu'il répartira sur le site selon le besoin et pour une durée à convenir avec le **CD de Bédénac**.

Le nombre maximum d'enregistreurs pouvant être déployé sur le site simultanément est limité à 8 unités.

La fourniture, l'étalonnage et l'installation des enregistreurs est à la charge du **PRESTATAIRE** au titre de la prestation P2.

Le **PRESTATAIRE** transmettra au **CD de Bédénac**, sous format électronique, les résultats commentés de ces enregistrements ainsi que les actions correctives engagées. Les valeurs mesurées y seront jointes sous forme de courbe et de tableau.

Le **PRESTATAIRE** y mentionnera également les dates d'enregistrement et le repérage précis des locaux concernés (nom du bâtiment, niveau, pièce concernée...).

### 9.6. Enregistrement des températures ECS

Le **PRESTATAIRE** mettra en place à la demande du **CD de Bédénac**, sous un délai maximum de 24 heures ouvrées à compter de la demande du **CD de Bédénac**, des enregistreurs de température afin de mesurer les températures départ et retour bouclage de l'eau chaude sanitaire.

Les courbes des températures enregistrées seront transmises par courriel dans les 5 jours suivant la fin de l'enregistrement ou sur simple demande du **CD de Bédénac**.

Les informations transmises comporteront notamment :

- Le repérage du site,
- Les dates d'enregistrements,
- Les résultats sous forme de tableaux et courbes (format électronique),
- Les commentaires, comportant notamment les anomalies constatées et les dispositions que le **PRESTATAIRE** envisage d'adopter pour y remédier, ainsi que leur planification.

## 9.7. Equilibrage des réseaux

### 9.7.1. Réseaux chauffage

L'équilibrage des installations est une obligation permanente du **PRESTATAIRE**. Il doit :

- En assurer la charge technique et financière dans le cadre du poste P2 du présent contrat, de manière à assurer l'uniformité des températures,
- En vérifier périodiquement les résultats par le contrôle des températures intérieures (cf. article 9.5),
- Ne pas permettre des écarts de températures d'ambiance supérieurs à 1,5°C.

Cet équilibrage sera opéré à partir des organes de réglage existants (vannes d'équilibrage, vannes de réglage, tés de réglage).

Les organes de réglage absents, inadaptés ou obsolètes pourront faire l'objet de travaux hors marché sur proposition du **PRESTATAIRE**, le **CD de Bédénac** se réservant le droit d'y donner suite ou pas. Les organes de réglages fuyants ou défectueux seront remplacés dans le cadre du P3.

### 9.7.2. Réseaux ECS

L'équilibrage des installations est une obligation permanente du **PRESTATAIRE**. Il doit :

- En assurer la charge technique et financière dans le cadre du poste P2 du présent contrat, de manière à assurer l'uniformité des températures,
- En vérifier périodiquement les résultats par le contrôle des températures de contact (cf. article 9.6),
- Ne pas permettre une température inférieure à 50°C ou supérieure à 60°C sur l'ensemble des réseaux de distribution.

Cet équilibrage sera opéré à partir des organes de réglage existants.

Les organes de réglage absents, inadaptés ou obsolètes pourront faire l'objet de travaux hors marché sur proposition du **PRESTATAIRE**, le **CD de Bédénac** se réservant le droit d'y donner suite ou pas. Les organes de réglages fuyants ou défectueux seront remplacés dans le cadre du P3.

## 9.8. Vidanges et purges des réseaux chauffage

De manière à limiter autant que possible les appoints d'eau des réseaux chauffage, consécutifs à des vidanges pour travaux, le **PRESTATAIRE** effectuera, s'ils lui sont confiés, les travaux n'ayant pas de caractère d'urgence en dehors de la période de chauffage.

Le **PRESTATAIRE** effectuera toutes les purges nécessaires y compris celles à réaliser en haut de colonnes afin d'assurer un fonctionnement correct des installations, et tout particulièrement au démarrage du chauffage (hors travaux d'importance s'il n'est pas le titulaire du marché : remplacement des pieds de colonnes sur un site par exemple).

## 9.9. Autres fournitures incluses dans le poste P2

Les fournitures et prestations suivantes sont notamment incluses au poste P2 (liste non exhaustive) :

- ⇒ Filtres des circuits hydrauliques,
- ⇒ Filtres des circuits aérauliques (aérothermes, CTA,..),
- ⇒ Ingrédients de détartrage,
- ⇒ Nettoyage et entretien des abords de la chaufferie et des locaux techniques,
- ⇒ Produits de traitements des eaux de chauffage et de l'ECS,
- ⇒ Appoints en fluide frigorigène,
- ⇒ Fourniture de sel pour l'adoucisseur,
- ⇒ Huile, graisse, chiffons, outillage courant,
- ⇒ Petits matériels tels que fusibles, voyants lumineux, courroies, gicleurs, joints, boulonnerie, électrodes, peinture, sondes, etc..., dont le montant unitaire est inférieur ou égal à 100 €HT (selon prix d'achat fournisseur, toutes remises déduites).

## 9.10. Contrôles réglementaires

Le **PRESTATAIRE** prend à sa charge dans le cadre du poste forfaitaire P2, les contrôles réglementaires **connus au 1<sup>er</sup> août 2024** en fonction des équipements en place et la puissance des installations concernées, et selon les dispositions indiquées ci-après.

Le **PRESTATAIRE** respectera la périodicité des différents contrôles.

La liste de ces contrôles ainsi que leur périodicité sera mise à jour en fonction des éventuelles évolutions réglementaires sur la durée du marché. La redevance P2 pourra, le cas échéant, être modifiée en conséquence.

Le **PRESTATAIRE** communiquera au **CD de Bédénac** et à son Conseil, la copie des rapports de contrôle et archivera un exemplaire en chaufferie et sous-station. Ces rapports seront accompagnés des commentaires et conclusions du **PRESTATAIRE** à transmettre par courriel dans un délai de 20 jours ouvrés à compter de la réception des rapports des contrôleurs techniques.

### 9.10.1. Contrôles réglementaires à la charge du PRESTATAIRE

Pour les contrôles réglementaires ne nécessitant pas d'être réalisés par un organisme agréé (bureau de contrôle), le **PRESTATAIRE** aura en charge l'ensemble de ces contrôles (planification, suivi, déclenchement, réalisation et résolution des anomalies), dont notamment (liste non exhaustive) :

- Le contrôle annuel des clapets NF antipollution et des disconnecteurs,
- Le contrôle annuel d'étalonnage des compteurs d'énergie thermique suivants :
  - Compteur d'énergie thermique situé dans la chaufferie bois,

- Compteur d'énergie thermique situé dans la chaufferie gaz propane.
- Le ramonage des chaudières et des conduits de fumées conformément à la directive du règlement sanitaire départemental,
- La vérification des installations gaz par référence aux prescriptions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, du code de travail et du DTU 61.1,
- Le contrôle annuel des installations consommant de l'énergie thermique selon l'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kW,

#### 9.10.2. Contrôles réglementaires hors marché mais suivis par le PRESTATAIRE

Les contrôles réglementaires nécessitant d'être réalisés par un organisme agréé (bureau de contrôle) sont pris en charge par le **CD de Bédénac** dans le cadre de commandes ou de marchés séparés. Toutefois, le **PRESTATAIRE** devra assurer les prestations suivantes :

- l'assistance pour la planification et le déclenchement des contrôles,
- l'accompagnement des contrôleurs (hors heures ouvrées si nécessaire) par le personnel le plus adéquat (y compris sous-traitants) pour l'assistance générale ainsi que toutes les manœuvres, consignations et tous les démontages nécessaires afin de lui permettre d'assurer sa mission en toute sécurité et de façon la plus complète possible,
- l'analyse des rapports de vérification,
- la résolution des anomalies figurant aux rapports et relevant du marché, dans un délai maximum de deux (2) mois après la remise du rapport,
- l'établissement des devis pour la levée des réserves ne relevant pas du marché, dans le même délai maximal de deux (2) mois,
- le suivi régulier de la levée des anomalies, notamment par la mise en place d'un tableau de bord intégré aux comptes rendus annuels d'activité.

Ces contrôles seront notamment les suivants (liste non exhaustive, et certains ne nécessitant pas le recours à un organisme agréé) :

- Le contrôle annuel des installations électriques des locaux techniques selon arrêté du 10 octobre 2000, par un organisme ou vérificateur agréé,
- Les contrôles triennaux des installations consommant de l'énergie thermique selon l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières (à comprendre chaufferies) dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW à faire réaliser par un organisme ou vérificateur agréé.
- Chaufferie gaz propane : les contrôles selon l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.
- Le contrôle réglementaire des extincteurs et BAES en chaufferies et sous-stations,

## 9.11. Dépannages, réparations et gestion des réclamations

### 9.11.1. Dépannages

Le **PRESTATAIRE** est responsable 24h/24h, 7j/7j de la continuité du service et devra à ce titre, organiser les dépannages en astreinte en dehors des heures ouvrées :

Heures ouvrées	Du lundi au vendredi (hors jour férié)	De 8h00 à 18h00
Heures d'astreinte	Samedi, dimanche et jour férié	De 18h00 à 8h00

Sur simple appel téléphonique ou ordre de service du **CD de Bédénac** ou de son représentant (service d'astreinte en dehors des heures d'ouverture des bureaux), le **PRESTATAIRE** interviendra :

- Afin de vérifier les températures intérieures des locaux.
- De jour comme de nuit, dimanche et jours fériés inclus, afin de remettre les installations thermiques, en état de marche, sauf si la panne est un cas de force majeure avérée.

Le **PRESTATAIRE** interviendra dans les délais maximum indiqués ci-dessous à compter de la réception de la demande.

En heures ouvrées	2 heures
En heures d'astreinte	4 heures

Dans les circonstances exigeant une intervention immédiate, le **PRESTATAIRE** est autorisé à prendre les mesures nécessaires d'urgence. Il doit en aviser par écrit le **CD de Bédénac** dans les plus brefs délais et au plus tard dans les douze heures.

### 9.11.2. Réparations

Le **PRESTATAIRE** aura pour obligation d'effectuer les réparations dans les délais maximum indiqués ci-dessous à compter de la réception de la demande initiale de dépannage.

En heures ouvrées	6 heures
En heures d'astreinte	8 heures

La réparation est constatée au moment où les performances garanties sont à nouveau obtenues.

Pour cela il maintiendra en stock les pièces nécessaires à toute intervention.

En cas de défaut nécessitant le remplacement d'un matériel à long délai d'approvisionnement, le délai de réparation est prolongé en concertation et accord avec le **CD de Bédénac**.

### 9.11.3. Gestion des réclamations

Le **PRESTATAIRE** mettra à la disposition du **CD de Bédénac** un numéro de téléphone unique et non surtaxé correspondant à son Centre de Traitement des Appels. Chaque appel reçu sera immédiatement transmis à un technicien :

- Durant les heures ouvrées, à un technicien affecté au groupe
- En dehors des heures ouvrées, au service d'astreinte

Toute intervention déclenchera la rédaction systématique d'un bon d'intervention par le **PRESTATAIRE** ou une traçabilité sur le site extranet du **PRESTATAIRE**.

Le site extranet du **PRESTATAIRE** devra obligatoirement intégrer la date et l'heure de réception de la réclamation, ainsi que la date et l'heure de prise en charge (édition de bon d'intervention interne au **PRESTATAIRE**).

Ces bons devront intégrer les éléments suivants :

- Dates et heures du début et de fin d'intervention,
- Problème constaté,
- Nom du technicien intervenant,
- Nature de l'intervention avec descriptif sommaire,
- Date et heure de remise en service de l'installation,
- Signature du technicien intervenant.

Les attachements seront conservés sur site et seront consultables à tout moment à la demande du **CD de Bédénac**.

Le **PRESTATAIRE** transmettra au **CD de Bédénac**, dans son rapport annuel, sous la forme d'un tableau au format Excel dont un modèle est indiqué en annexe 8, une synthèse de l'ensemble des réclamations constatées sur l'exercice écoulé.

Cette synthèse devra comporter l'ensemble des informations indiquées au présent article.

### 9.12. Télésurveillance

Le CD de Bédénac dispose d'un système de télésurveillance des installations thermiques, lui permettant notamment de détecter rapidement les pannes et anomalies de fonctionnement des installations situées dans les chaufferies et sous-stations du site (défaut chaudières, défaut manque d'eau, absence tension, etc...).

Ce système devra être conservé.

### 9.13. GMAO

Afin d'assurer l'ensemble des prestations qui lui sont demandées, **LE PRESTATAIRE** devra employer un outil de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) qui devra être présenté au **CLIENT** dans le mémoire technique.

L'outil proposé devra posséder les fonctionnalités courantes d'une GMAO :

- arborescence détaillée par local,

- description technique et fonctionnelle des équipements : codification, localisation, caractéristiques techniques des pièces de rechange, fournisseurs et nomenclatures des documents techniques,
- organisation et suivi de la maintenance : définition des modes opératoires, programmation de la maintenance préventive, prise en compte, suivi et analyse de la maintenance corrective,
- historique détaillé du patrimoine,
- gestion : charge de travail, travaux, ...

Cet outil devra également permettre d'accéder notamment aux informations suivantes :

- Planning prévisionnel des interventions préventives,
- Liste des interventions préventives exécutées, avec rapports succincts,
- Suivi des demandes d'interventions :
  - date et heure de la demande d'intervention
  - objet, date et heure et durée de l'intervention réalisée, causes et solutions prodiguées
- Liste des interventions curatives réalisées, avec suivi des devis proposés (statut) et facturation correspondante,
- Interventions effectuées sous astreinte,
- Historique des relevés d'index des compteurs

**LE PRESTATAIRE** mettra à disposition a minima 3 accès pour **LE CLIENT**.

**LE PRESTATAIRE** assurera la formation/présentation de son outil à l'interlocuteur du **CLIENT**, à sa demande.

**LE PRESTATAIRE** dispose d'un délai de 2 mois à compter de la date de réunion de lancement du marché pour développer un outil complètement opérationnel.

#### 9.14. Tenue des cahiers de suivi d'exploitation

Toutes les interventions réalisées dans le cadre du présent contrat seront consignées sur les livrets rangés dans les chaufferies, sous-stations, ou locaux techniques. Ils concerneront l'ensemble des équipements du local ainsi que les réseaux de distribution chauffage, eau chaude sanitaire, ventilation, climatisation et leurs équipements.

Le **PRESTATAIRE** pourra, en parallèle, constituer, renseigner et mettre à disposition du **CD de Bédénac** des « livrets numériques ». Néanmoins, cela ne le dispense pas de créer et tenir à jour les livrets en format papier.

En cas de mise à disposition de « livrets numériques », le **PRESTATAIRE** communiquera au **CD de Bédénac** l'ensemble des codes nécessaires à l'accès aux informations.

#### 9.15. Mise à jour des documents d'exploitation

Le **PRESTATAIRE** assurera :

- Dans le mois suivant la prise en charge des installations, le tri de la documentation technique présente sur le site.
- La fourniture d'un classeur regroupant toute la documentation technique en vigueur en sa possession.
- La mise à jour permanente des schémas hydrauliques affichés en chaufferies et sous-stations.
- La mise à jour annuelle des fiches de matériel sous contrat. La date de pose ou de réparation du matériel sera obligatoirement mentionnée.

## 9.16. Comptes rendus périodiques

### 9.16.1. Relevés d'index mensuels

Le **PRESTATAIRE** adressera pour chaque fin de mois à l'attention du **CD de Bédénac** et de son Conseil, avant le 10 du mois suivant :

- La date réelle des relevés de fin de mois,
- Le relevé des index des compteurs gaz propane de la chaufferie principale et des autres chaufferies du site, des compteurs d'énergie thermique, des compteurs ECS, des appoints d'eau aux réseaux,
- Pour les mois concernés, la date de mise en marche et d'arrêt du chauffage avec les relevés des index des compteurs gaz propane, des compteurs d'énergie thermique et des compteurs ECS.

**Nota :** *les relevés d'index devront être effectués entre le 28 du mois en cours et le 2 du mois suivant.*

### 9.16.2. Rapport annuel

Le **PRESTATAIRE** adressera annuellement à l'attention du **CD de Bédénac** et de son Conseil le compte-rendu annuel d'exploitation de l'exercice contractuel considéré (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année N) avant le 28 février de l'année N+1. Ce rapport devra notamment inclure :

- Le récapitulatif des consommations annuelles de chauffage et ECS du site, ainsi que de la mixité énergétique de l'année (format Excel),
- Le récapitulatif des appoints d'eau du réseau chauffage sur l'année,
- Un listing des travaux (P3 ou hors contrat) réalisés par le **PRESTATAIRE** sur l'exercice considéré (format Excel),
- Un listing des travaux (P3 ou hors contrat) préconisés ou à réaliser durant l'année en cours (format Excel),
- La liste des éventuels travaux de modifications des installations nécessaires au regard de l'évolution de la réglementation, ou de la sécurité des installations,
- Le bilan du compte P3 de garantie totale au 31 décembre (format Excel),
- La mise à jour des listes de matériels sous contrat (format Excel),
- Les rapports d'analyses d'eau de chauffage,
- Les rapports d'analyses légionelles,



- Le tableau de synthèse des contrôles réglementaires (disconnecteurs, ramonages, extincteurs,...),
- La synthèse économique des montants facturés (P1, P2, P3) avec comparatif pluriannuel (format Excel),
- La synthèse quantitative et qualitative des interventions réalisées dans le cadre de la prestation P2,
- Les tableaux de synthèse des réclamations selon les dispositions de l'article 9.11.3 (format Excel),
- Les actions engagées en réponse aux demandes du **CD de Bédénac** et/ou de son Conseil,
- L'attestation annuelle d'assurance du **PRESTATAIRE** dans le cadre de la réalisation du marché.

### 9.17. Participation aux réunions et visites du CD de Bédénac et/ou de son Conseil

#### Visites de contrôles d'exploitation :

Le **PRESTATAIRE** est tenu d'être présent lors des visites de contrôle d'exploitation du **CD de Bédénac** et /ou du Conseil désigné par le **CD de Bédénac**, jusqu'à deux visites par an. Le Conseil adresse après chaque visite un compte-rendu au **PRESTATAIRE**.

Ce dernier est tenu de remédier dans les meilleurs délais, et dans tous les cas avant la visite suivante, aux différentes demandes du **CD de Bédénac** et/ou de son Conseil. Ces demandes pourront notamment concerner :

- Le rangement et la propreté des locaux, y compris l'état des peintures et calorifuge,
- L'entretien des matériels,
- La conduite des installations (températures, pressions, paramètres des régulateurs de chauffage, permutation des organes...),
- Le remplacement des matériels hors service (au titre du P3 ou hors contrat, à valider par le **CD de Bédénac**),
- La demande de chiffrage auprès des différents constructeurs pour les travaux P3 ou hors contrat,
- Des réponses écrites suite à des demandes d'interventions, aux pannes accidentelles ou répétitives.

#### Réunions :

Le **PRESTATAIRE** est également tenu d'être présent aux réunions de suivi du marché qui se tiendront dans les locaux du **CD de Bédénac**.

A minima, 2 réunions seront organisées annuellement, dont 1 à planifier impérativement 1<sup>er</sup> et le 30 mars pour la présentation du rapport annuel.

Il n'est pas prévu de nombre maximum de réunions étant donné que leur nombre sera adapté en fonction des besoins du dossier. Le **PRESTATAIRE** s'engage donc à être représenté à chaque convocation du **CD de Bédénac** par le cadre chargé de l'affaire ainsi que par le responsable de sites. Il est entendu par « cadre chargé de l'affaire », que cette personne sera habilitée à prendre des décisions relatives à l'affaire et sera garante du respect de l'ensemble des obligations contractuelles. Il aura en outre

l'obligation de s'assurer que les décisions prises lors de la réunion précédente, formalisées par un compte rendu rédigé par le Conseil du **CD de Bédénac**, soient suivies d'effet. Ces décisions peuvent concerner des demandes de chiffrage pour des travaux, des demandes ou observations relatives au respect des obligations contractuelles, qu'elles soient techniques ou administratives (qualité du rapport annuel par exemple).

#### **9.18. Maintien en état des installations – modifications**

Le **PRESTATAIRE** a l'obligation de maintenir en parfait état d'utilisation les installations et les locaux qui lui sont confiés par ce contrat.

Il a également l'obligation d'indiquer par écrit (par courriel ou dans le rapport annuel) au **CD de Bédénac** toutes modifications utiles afin de les maintenir en conformité vis-à-vis de la législation ou réglementation en vigueur et en sécurité.

En général, le **PRESTATAIRE**, dès qu'il en a connaissance, doit signaler au **CD de Bédénac**, par un rapport écrit et numéroté, tout problème ou modification à envisager.

Il ne peut apporter aucune modification technique à l'installation, même à ses frais, sans que le **CD de Bédénac** et son Conseil n'en aient été préalablement informés.

Ces modifications devront alors faire l'objet d'un accord préalable écrit, prévoyant, en fin d'exécution du contrat, soit la remise en état initial, soit la cession de la modification réalisée, soit la faculté pour le **CD de Bédénac** du rachat de la modification.

De même, le **CD de Bédénac** ne peut apporter de modification technique aux installations, sans que le **PRESTATAIRE** en ait été préalablement informé.

Il appartient alors au **PRESTATAIRE** de formuler, dans un délai de 2 mois, son accord ou ses observations et réserves éventuelles sur la modification envisagée.

### **ARTICLE 10. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE : PRESTATION P3 – GARANTIE TOTALE**

#### **10.1. Définition de la garantie totale P3**

La garantie totale consiste en la prise en charge, par le **PRESTATAIRE**, du coût du remplacement ou du renouvellement (pièces et main d'œuvre), quelle qu'en soit la cause, de tout le matériel qui compose les installations prises en compte au titre du P3, de telle façon qu'aucune dépense ne soit à la charge du **CD de Bédénac**.

Ainsi, l'installation doit être maintenue, en permanence, en bon état de marche pour garantir au **CD de Bédénac**, quoiqu'il arrive, même en cas d'usure normale ou anormale, la continuité et la sécurité du service.

Il ne saurait, en particulier, se prévaloir d'un retard quelconque apporté à la livraison d'un matériel de rechange, pour échapper aux pénalités consécutives à une interruption ou une insuffisance de la fourniture.

Le **PRESTATAIRE** s'engage à laisser, en fin de contrat, l'installation qualitativement et quantitativement en état normal d'entretien et de fonctionnement, sans qu'aucune réparation prévisible ne soit nécessaire, et ce, pendant une année complète.

La garantie totale sera donnée par le **PRESTATAIRE**, jusqu'à la date d'expiration du contrat.

Le prix P3 comporte les redevances nécessaires à la constitution de provisions lui permettant d'assumer cette garantie totale. Il ne peut se prévaloir d'une insuffisance de provision pour respecter ses engagements, à quel que moment que ce soit, et pour quelle cause que ce soit.

## 10.2. Etendue

Le **PRESTATAIRE** étant réputé connaître parfaitement les installations qu'il a prises en charge et renonçant donc à faire état des difficultés liées à la qualité du matériel et à l'exécution des ouvrages, prendra en charge la garantie totale des matériels suivants :

- ⇒ Tout le matériel placé en chaufferies, sous-stations et local de stockage bois, y compris les organes et coffrets de coupure extérieurs (gaz et électricité), ainsi que les tubages de cheminées,
- ⇒ Tous les gros matériels hors chaufferies figurant dans la liste du matériel en annexe 2 (CTA, caissons VMC, pompes, climatiseurs,...), y compris frais de levage ou d'accès spécifique en combles ou terrasse, hormis le groupe électrogène et le TGBT.
- ⇒ Tous les réseaux de distribution de traitement d'air, climatisation et ventilation, y compris les robinetteries ou registres associés, jusqu'aux organes terminaux (unités intérieures, bouches,...).
- ⇒ Les interventions sur le gros œuvre dans les bâtiments lorsqu'elles découlent des postes précités, c'est-à-dire notamment des percements, scellements et toutes suggestions, hors embellissements, survenant lors des réparations effectuées sur les réseaux encastrés ou apparents,
- ⇒ Tous les travaux de génie civil pour accéder aux ouvrages, ainsi que les travaux de remise en état des lieux après intervention.

## 10.3. Exclusions

Les équipements suivants ne rentrent pas dans le cadre de la garantie totale :

- Le remplacement complet des chaudières, brûleurs et pompes à chaleur,
- Les installations de gaz propane situées en dehors des locaux chaufferies,
- Les réseaux de distribution de chauffage et d'eau chaude sanitaire en dehors des locaux chaufferies ou sous-stations,
- L'ensemble de la distribution eau froide (compteurs, filtres, détendeurs, réseaux, vannes, etc..) située en dehors des locaux chaufferies et sous-stations,
- Les échangeurs nappes géothermiques des pompes à chaleur,
- Le groupe électrogène et le TGBT,
- Les blocs autonomes d'éclairage de sécurité,
- L'ensemble des dépenses engendrées par les dispositions prises en cas de taux de légionelles supérieurs au seuil, ces dépenses pouvant notamment correspondre à un diagnostic sanitaire, à une désinfection du réseau, à la mise en place de nouveaux équipements, à la fourniture de consommables, etc.

- Les prestations d'entretien, de fournitures de petits matériels et consommables, tels qu'indiqués à l'article 9.9 ; ces prestations relevant du poste P2,
- Les parois constituant l'enveloppe des locaux, sauf si des éléments (verrière, lanterneau, porte, etc.) doivent être déposés pour approvisionnement de matériel, auquel cas la remise en état à l'identique est à la charge du **PRESTATAIRE** au titre de la garantie totale P3.

#### 10.4. Remplacement d'un matériel important

Si à l'occasion des travaux découlant de la garantie totale (P3), le **PRESTATAIRE** se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, il devra attirer l'attention du **CD de Bédénac** sur l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu notamment de l'évolution économique et technique, à substituer, aux appareils à remplacer, des matériels de conception et de rendement mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin du contrat mais également au-delà de sa date d'expiration, étant entendu que dans son principe, la garantie totale permet un remplacement à l'équivalent.

Le **PRESTATAIRE** devra présenter au **CD de Bédénac** une étude technico-économique comparative des différentes solutions envisagées, accompagnée des devis correspondants.

En fonction des solutions adoptées, le **CD de Bédénac** pourra, notamment, soit participer aux dépenses de renouvellement, soit convenir avec le **PRESTATAIRE** d'un remaniement des conditions du marché.

L'accord fera alors l'objet d'un avenant au présent contrat.

#### 10.5. Travaux urgents - continuité de service

Dans l'éventualité où une rupture imprévisible d'un matériel rendrait difficile, voire impossible, la continuité du service d'exploitation, le **PRESTATAIRE** conserve, en première obligation, la continuité du service, et à ce titre procédera au remplacement immédiat des pièces ou matériels défectueux. Il devra, dans les 24 heures qui suivent la mise en service des matériels remplacés, faire parvenir au **CD de Bédénac** et à son Conseil à titre de régularisation l'état des dépenses des travaux effectués. Il devra conserver en chaufferie, pour contrôle, les matériels défectueux qui sont à l'origine des travaux.

Dans l'éventualité d'une impossibilité technique de remettre en service l'installation sous 8 heures à compter de la transmission de la réclamation par le **CD de Bédénac**, le **PRESTATAIRE** aura obligation de rétablir la fourniture du chauffage ou de l'eau chaude sanitaire dans les conditions prévues à l'article 7 par un moyen de substitution, à sa charge, convecteurs électriques ou chaufferie mobile par exemple, et ce jusqu'à la remise en service de l'installation.

#### 10.6. Certificats d'économie d'énergie (CEE)

Au cours du marché, il est possible que certains travaux donnent droit à l'obtention de Certificats d'Economies d'Energie (CEE).



Pour chaque opération ouvrant droit à l'obtention de CEE, le **PRESTATAIRE** informera le **CD de Bédénac** et lui transmettra une proposition valorisée sur la base des volumes de  $MWh_{cumac}$  issus des fiches d'opérations standardisées et d'un prix de rachat du  $MWh_{cumac}$ . Le **PRESTATAIRE** transmettra au **CD de Bédénac** l'ensemble des éléments nécessaires à la justification et la compréhension de sa proposition.

Dès lors, ce dernier décidera unilatéralement, soit :

- De confier au **PRESTATAIRE** la constitution du dossier de demande ainsi que la dépose en son nom auprès des services publics compétents.
- De réaliser par lui-même ou de confier à un tiers la constitution du dossier de demande ainsi que sa dépose auprès des services publics compétents, le rachat des CEE obtenus étant confiés au tiers. Dans ce cas, le **PRESTATAIRE** fournira au **CD de Bédénac** tous les éléments techniques, financiers et réglementaires nécessaires à la constitution du dossier.

Fait à BORDEAUX,

Le

Le **CD de Bédénac**

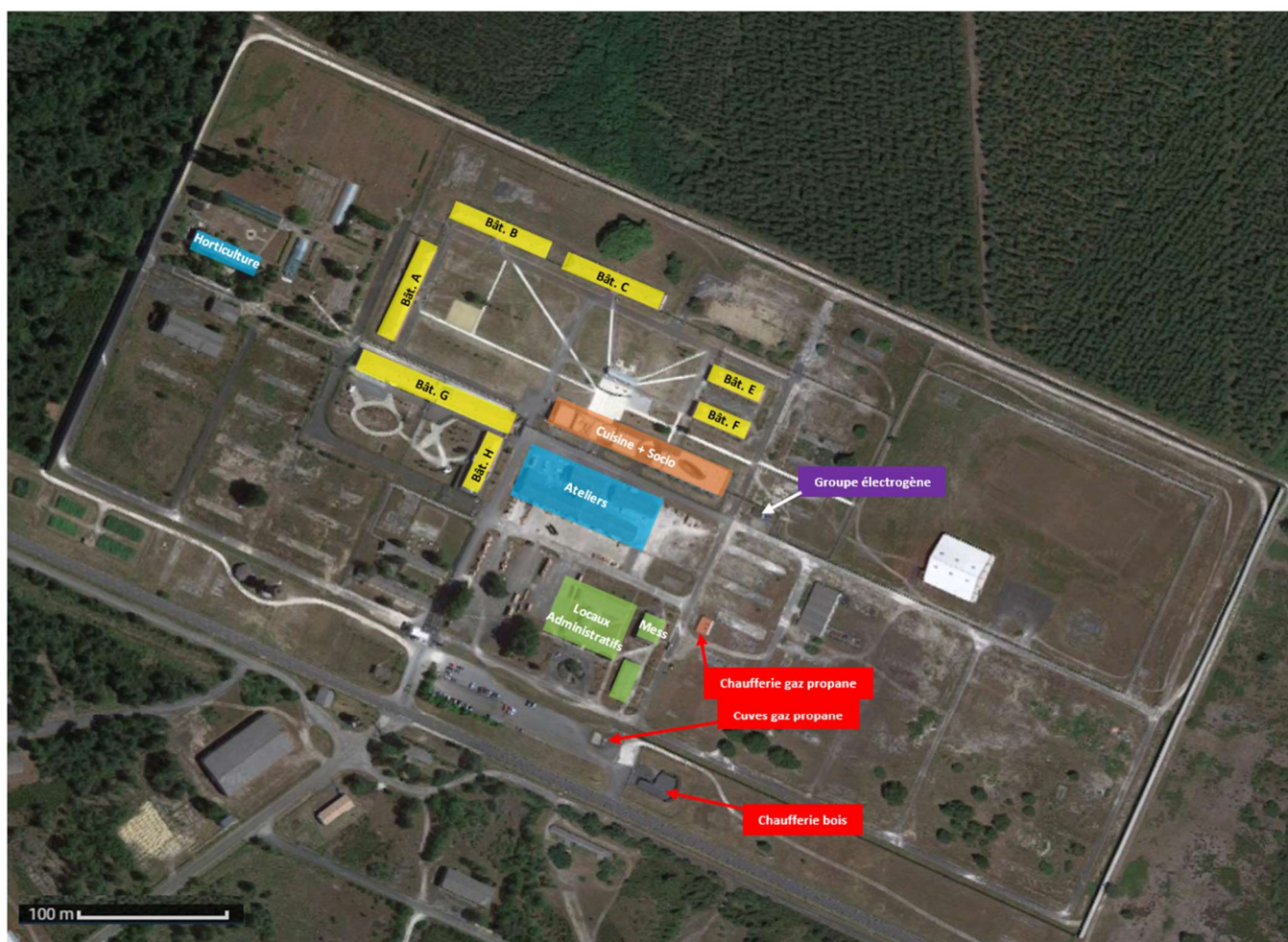
Le **PRESTATAIRE**



## ANNEXE 1 – DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

Le centre de détention de BEDENAC s'étend sur 27 hectares intra-muros et dispose d'une capacité opérationnelle de 191 places.

### Plan général du site



### Fonctionnement des installations

#### Production de chaleur principale :

La production de chaleur est assurée principalement par deux chaufferies :

- Une chaufferie bois créée en 2012, comportant une seule chaudière d'une puissance de 500 kW, et alimentée à partir de plaquettes forestières. Elle est installée hors périmètre de sécurité du centre de détention et alimente le site par un réseau enterré jusqu'à la chaufferie gaz propane.
- Une chaufferie au gaz propane, d'une puissance de 1,5 MW (2 chaudières de 500 kW d'année 2004 et 1 chaudière de 500 kW d'année 2012), située à l'intérieur du centre, dans un bâtiment indépendant. Depuis cette chaufferie, le réseau primaire enterré alimente l'ensemble du centre de détention ?

La chaufferie bois est la production prioritaire, la chaufferie gaz vient en appoint.



Les locaux d'hébergements, ateliers, administratifs, sont chauffés à partir des réseaux alimentés depuis diverses sous-stations, desservies elles-mêmes par le réseau primaire, en provenance de la chaufferie gaz propane.

#### Bâtiments A/B/C/E/F :

Ces bâtiments dont les sous-stations ont été réalisées de 2005 à 2008, sont alimentés par le réseau primaire, et disposent également d'une chaudière fonctionnant au gaz propane et d'une puissance de 116 kW pour les bâtiments A à C et de 87 kW pour les bâtiments E et F, venant en appoint ou secours du réseau primaire si besoin (peuvent assurer les besoins ECS en été).

#### Bâtiments G et H :

Ces deux bâtiments sont alimentés par le réseau primaire qui assure le chauffage et la production d'ECS. Ils présentent également la particularité de disposer d'une pompe à chaleur eau-eau (source géothermale) alimentant la batterie d'une centrale de traitement d'air double-flux.

#### Bâtiments Horticulture, Ateliers et Mess :

Ces trois sous-stations sont alimentées uniquement par le réseau primaire. Il est à noter la présence de 10 panneaux radiants gaz et deux aérothermes à eau chaude dans l'atelier.

#### Locaux cuisine et socio-éducatif :

Deux sous-stations assurent le chauffage des locaux et le chauffage des batteries des centrales d'air double flux. La production d'ECS est assurée par un préparateur gaz propane de 69 kW.

#### Locaux administratifs/Mess :

Ces locaux sont équipés de climatiseurs réversibles à détente directe (monosplit jusqu'à quadrisplit)

## ANNEXE 2 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS - PRINCIPAUX MATERIELS PRIS EN CHARGE PAR LE PRESTATAIRE (NON EXHAUSTIF)

Site	Rubrique	Matériel	Nombre	Marque	Type	Détail technique	Année	Observations
Chaufferie Bois	Production de chaleur	Chaudière	1	WEISS	GP4	500 kW	2012	-
		Cheminée	1	-	Diamètre 400	-	2012	-
		Compresseur	1	ATLAS	Copco G2	-	2021	-
		Pompe de charge	1	SALMSON	JLR 204-13	-	2012	-
		Silo, rateaux et vis sans fin	1	WEISS	-	-	2012	-
	Régulation	Régulateur	1	SAUTER				
		V3V chauffage	1	SAUTER				
	Accessoires	Armoire électrique	1	WEISS	-	Dédiée chaudière	2012	-
				-	-	Pilotage des accessoires	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur eau	1	NARVAL	-	-	-	-
		Compteur énergie	1	SHARKY	775	-	-	-
		Disconnecteur	1	HONEYWELL	BA DN 20	-	2019	-
		Maintien pression	1	FLAMCO	Flexcon M-K	2000 litres	2012	-
		Brûleur	1	WEISHAUP	WGL 40 /1-A	126 à 550 kW	2012	-
			2	WEISHAUP	GL5 /1-D	200 à 1000 kW	2004	-
		Chaudière	1	GUILLLOT	LRP NT Plus	500 kW	2012	-
Chaudière Gaz	Production de chaleur		2	GUILLLOT	LRP 14	500 kW	2004	-
		Cheminée	1	BEIRENS	Diamètre 450	-	2004	commun à 2 chaudières
			2	BEIRENS	Diamètre 250	-	-	-
		Pompe de charge	1	SALMSON	SXM 50-50	-	-	-
			2	GRUNDFOS	UPS 50-60	-	-	-
	Distribution	Pompe	1	GRUNDFOS	TPD 80-250	-	-	Réseau autres bâtiments
					TPED 100-240	-	-	Réseau ABC et Administration
	Régulation	Régulateur	2	SAUTER				
		V2V	3	SAUTER				
	Accessoires	Adoucisseur	1	-	-	avec bac	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur eau	1	-	-	-	-	-
		Compteur gaz	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	-	BA	-	-	-
		Pot d'injection produits	1	-	-	-	-	-
		Vase décantation	1	THERMADOR	DN 125	-	-	Réseau ABC et Administration
					DN 150	-	-	Réseau autres bâtiments
		Vase expansion	1	GITRAL	900 AMR	900 litres	2004	utilisé en secours si réseau bois isolé





Site		Rubrique	Matériel	Nombre	Marque	Type	Détail technique	Année	Observations		
Sous-station - Mess	Production de chaleur	Distribution	Echangeur à plaques	1	CIAT	7016585.1773	28 plaques	2005	-		
			Pompe	1	GRUNDFOS	Magna1 32-80	simple	-	Réseau Salle de réunion		
						UMC 32-50	simple	-	-		
					UPC 32-60	double	-	Réseau Administrartion			
									Réseau Buanderie		
									Réseau Mess		
		Régulation	Régulateur	1	SATCHWELL	CSC	-	-	-		
					SAUTER						
			V3V chauffage	2	SIEMENS	RVL 479	-	-	-		
				1	SATCHWELL	-	-	-	-		
					SIEMENS	VXG 44-25 et SAS31	-	-	-		
		Accessoires	Armoire électrique	1	-	-	-	-	-		
			Calorifuge	-	-	-	-	-	-		
			Compteur énergie	1	SAPPEL	-	-	-	non utilisé		
			Vase expansion	1	CIMM	-	300 litres	-	-		
			Pompe	6	SALMSON	-	-	2012	-		
Sous-station - Ateliers	Distribution	Régulation	Régulateur	1	SAUTER						
			Thermostat ambiance	1	-	-	-	-	-		
			V3V chauffage	2	-	-	-	2012	-		
			5	SAUTER							
		Accessoires	Armoire électrique	1	-	-	-	-	-		
			Calorifuge	-	-	-	-	-	-		
			Compteur énergie	6	-	-	-	-	-		
			Aérothermes	2	FRANCE AIR	-	-	-	-		
			Panneaux radiants gaz	10	-	-	-	-	-		
		Sous-station - Horticulture	Production de chaleur	Distribution	Echangeur à plaques	1	CIAT	PWB8 11	-	-	-
					Pompe	1	SALMSON	SXM 32-50	-	-	-
				Régulation		Régulateur	1	SAUTER			
					V3V chauffage	1	SAUTER				
				Accessoires	Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
Calorifuge	-				-	-	-	-	-		
Compteur énergie	1				-	-	-	-	-		
Disconnecteur	1				-	-	-	-	-		
Vase expansion	1				GITRAL	-	-	2013	-		



Site	Rubrique	Matériel	Nombre	Marque	Type	Détail technique	Année	Observations
Sous-station/Chaufferie - Bâtiment A	Production de chaleur	Ballon avec échangeur	1	-	-	-	-	Stockage primaire et production ECS
		Chaudière	1	GUILLOT	Optimagaz 116	-	2005	-
	Distribution	Pompe de charge	1	GRUNDFOS	UPS 40-60	-	-	-
		Pompe	2	GRUNDFOS	UPS 32-50	-	-	-
	ECS	Pompe bouclage	1	GRUNDFOS	-	-	-	-
	Régulation	Régulateur	1	SAUTER	-	-	-	-
		V3V chauffage	2	SAUTER	-	-	-	-
	Accessoires	Adoucisseur	1	-	-	avec filtre, compteur et clapet AR	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur gaz	1	-	-	-	-	-
		Détendeur gaz	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	-	-	-	-	-
		Filtre à tamis	1	-	-	-	-	-
		V2V sécurité ECS	1	-	-	-	-	-
		Vase expansion	1	-	-	80 litres	-	-
		VMC	-	-	-	-	-	-
		caisson extraction	2	ALDES	VEC 271A	-	-	-
Sous-station/Chaufferie - Bâtiment B	Production de chaleur	Ballon avec échangeur	1	-	-	-	-	Stockage primaire et production ECS
		Chaudière	1	GUILLOT	Optimagaz 116	-	2006	-
	Distribution	Pompe de charge	1	GRUNDFOS	UPS 40-60	-	-	-
		Pompe	2	GRUNDFOS	UPS 32-50	-	-	-
	ECS	Pompe bouclage	1	GRUNDFOS	-	-	-	-
	Régulation	Régulateur	1	SAUTER	-	-	-	-
		V3V chauffage	2	SAUTER	-	-	-	-
	Accessoires	Adoucisseur	1	-	-	avec filtre, compteur et clapet AR	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur gaz	1	-	-	-	-	-
		Détendeur gaz	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	-	-	-	-	-
		Filtre à tamis	1	-	-	-	-	-
		V2V sécurité ECS	1	-	-	-	-	-
		Vase expansion	1	-	-	80 litres	-	-
		VMC	-	-	-	-	-	-
		caisson extraction	2	ALDES	VEC 271A	-	-	-



Site	Rubrique	Matériel	Nombre	Marque	Type	Détail technique	Année	Observations
Sous-station/Chaufferie - Bâtiment C	Production de chaleur	Ballon avec échangeur	1	-	-	-	-	Stockage primaire et production ECS
		Chaudière	1	GUILLLOT	Optimagaz 116	-	2006	-
	Distribution	Pompe de charge	1	GRUNDFOS	UPS 40-60	-	-	-
		Pompe	2	GRUNDFOS	UPS 32-50	-	-	-
	ECS	Pompe bouclage	1	GRUNDFOS	(vide)	-	-	-
	Régulation	Régulateur	1	SAUTER				
		V3V chauffage	2	SAUTER				
	Accessoires	Adoucisseur	1	-	-	avec filtre, compteur et clapet AR	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur gaz	1	-	-	-	-	-
		Détendeur gaz	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	-	-	-	-	-
		Filtre à tamis	1	-	-	-	-	-
		V2V sécurité ECS	1	-	-	-	-	-
		Vase expansion	1	-	-	80 litres	-	-
		VMC	2	ALDES	VEC 271A	-	-	-
		caisson extraction	2	ALDES	-	1000 litres	-	Stockage primaire et production ECS
Sous-station/Chaufferie - Bâtiment E	Production de chaleur	Ballon avec échangeur	1	-	-	-	-	Stockage primaire et production ECS
		Chaudière	1	GUILLLOT	Optimagaz E87	-	2008	-
	Distribution	Pompe de charge	1	GRUNDFOS	UPS 32-55	-	-	-
		Pompe	2	GRUNDFOS	UPS 32-50	-	-	-
	ECS	Pompe bouclage	1	GRUNDFOS	UP 20-30	-	-	-
	Régulation	Régulateur	1	SAUTER				
		V3V chauffage	2	SAUTER				
	Accessoires	Adoucisseur	1	-	-	avec filtre, compteur et clapet AR	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur gaz	1	-	-	-	-	-
		Détendeur gaz	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	-	-	-	2024	-
		Filtre à tamis	1	-	-	-	-	-
		V2V sécurité ECS	1	-	-	-	-	-
		Vase expansion	1	-	-	150 litres	-	-
		VMC	2	ALDES	VEC 271B	-	-	-
		caisson extraction	2	ALDES	-	-	-	-



Site	Rubrique	Matériel	Nombre	Marque	Type	Détail technique	Année	Observations
Sous-station/Chaufferie - Bâtiment F	Production de chaleur	Ballon avec échangeur	1	-	-	1000 litres	-	Stockage primaire et production ECS
		Chaudière	1	GUILLLOT	Optimagaz E87	-	2008	-
	Distribution	Pompe de charge	1	GRUNDFOS	UPS 32-55	-	-	-
		Pompe	2	GRUNDFOS	UPS 32-50	-	-	-
	ECS	Pompe bouclage	1	GRUNDFOS	UP 20-30	-	-	-
	Régulation	Régulateur	1	SAUTER	-	-	-	-
		V3V chauffage	2	SAUTER	-	-	-	-
	Accessoires	Adoucisseur	1	-	-	avec filtre, compteur et clapet AR	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur gaz	1	-	-	-	-	-
		Détendeur gaz	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	-	-	-	-	-
		Filtre à tamis	1	-	-	-	-	-
		V2V sécurité ECS	1	-	-	-	2023	-
		Vase expansion	1	-	-	150 litres	-	-
		VMC	-	-	-	-	-	-
		VMC	2	ALDES	VEC 271B	-	-	-
Sous-station/Chaufferie - Bâtiment G	Production de chaleur	Ballon tampon	1	-	-	150 litres	2012	-
		Echangeur à plaques	1	CIAT	PW88 11	-	2013	-
	Distribution	Pompe à chaleur	1	CIAT	AGEO+ 20A	-	2012	source sonde géothermale
		Split-system	1	HITACHI	RAS SFS XN	-	-	1 unité intérieure infirmerie
	ECS	Pompe	1	SALMSON	DXM 32-50	-	-	-
		Ballon	1	CHAROT	-	500 litres	-	-
	Régulation	Pompe bouclage	1	WILO	Top Z 26/6	-	2023	-
		Régulateur	1	SAUTER	-	-	-	-
	Accessoires	V3V chauffage	1	SAUTER	-	-	-	-
		V3V ECS	1	SAUTER	-	-	-	-
	Accessoires	Adoucisseur	1	KURITA	-	avec filtre et bac à sel	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur eau	1	NARVAL	-	-	-	-
		Compteur énergie	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	SOCLA	-	-	-	-
		Filtre à tamis	1	(vide)	-	-	-	-
		Vase expansion	1	-	-	80 litres	-	-
	Emission de chaleur	CTA	2	FRANCE AIR	Power box 95 BC	-	-	Bat G et infirmerie)
		Unité int.	24	HITACHI	-	+24 pompes relevage miniblue	2013	-
	VMC	caisson extraction	1	FRANCE AIR	Rectilys II ECM 800 IM	-	2021	-

Site	Rubrique	Matériel	Nombre	Marque	Type	Détail technique	Année	Observations
Sous-station/Chaufferie - Bâtiment H	Production de chaleur	Ballon tampon	1	-	-	150 litres	2012	-
		Echangeur à plaques	1	CIAT	PWB88 11	25 kW	2013	-
		Pompe à chaleur	1	CIAT	AGEO+ 20H	-	2012	source sonde géothermale
		Split-system	1	HITACHI	RAS 2HVRN2	-	-	plus 1 unité intérieure
					RPI - 2.0FSN3E	-	-	plus 1 unité intérieure
	Distribution	Pompe	1	SALMSON	DXM 32-50	-	-	-
		ECS	1	CHAROT	(vide)	750 litres	-	-
	Régulation	Pompe bouclage	1	WILO	Star Z20/5-3	-	2023	-
		Régulateur	1	HITACHI	HC-A32 MB	-	-	-
	Accessoires		2	SAUTER				
		V3V chauffage	2	SAUTER				
		V3V ECS	1	SIEMENS	MXG461 B 32-12	-	-	-
		Adoucisseur	1	KURITA	-	avec filtre et bac à sel	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur eau	4	-	-	-	-	-
		Compteur énergie	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	SOCIA	-	-	-	-
		Filtre à tamis	1	-	-	-	-	-
	ECS	Vase expansion	1	FLEXCON	-	80 litres	-	-
		V2V sécurité ECS	1	-	-	-	-	-
		Emission de chaleur	1	FRANCE AIR	Power box	-	-	-
		VMC	1	FRANCE AIR	Rectilys ECM 500	-	-	-
			1	FRANCE AIR		-	-	-
Sous-station/Chaufferie - Cuisine	Production de chaleur	Echangeur à plaques	1	CIAT	PWA 18-22	29 plaques	2010	-
		Split-system	1	HITACHI	RAC-50YHT	-	2010	-
	Distribution	Filtre	2	PNEUMATEX	(vide)	-	-	-
		Pompe chauffage	1	GRUNDFOS	Magna D 40-100 F	-	-	Réseaux aérothermes
	ECS				Magna 3D 40-100 F	-	2023	Réseaux radiateurs
		Pressostat	1	-	-	-	-	-
		Pompe bouclage	1	SALMSON	NSB 15-15	-	-	-
	Régulation	Préparateur ECS	1	CHAROT	Maxogaz 69 C13	720 litres	-	-
		Régulateur	1	SAUTER				
	Accessoires	V3V chauffage	1	SAUTER				
		Adoucisseur	1	PERMO	-	avec filtre et bac à sel	-	-
		Armoire électrique	1	-	-	-	-	-
		Calorifuge	-	-	-	-	-	-
		Compteur eau	2	-	-	-	-	-
		Détendeur eau	1	-	-	-	-	-
		Disconnecteur	1	-	BA	-	2024	-
		Filtre "papier"	1	-	-	-	-	-
		Filtre à tamis	1	-	-	-	-	-
		Pot d'injection produits	1	-	-	-	-	-
	ECS	Vase expansion	2	-	-	-	-	-
		Mitigeur thermostatique	1	-	-	-	-	-
		V2V sécurité ECS	1	-	-	-	-	-



Site	Rubrique	Matériel	Nombre	Marque	Type	Détail technique	Année	Observations					
Sous-station - Bât. socio-éducatif	Distribution	Pompe	1	GRUNDFOS	Alpha 2 25-80	-	-	Réseau réfectoire					
					Magna 1 25-100	-	-	Réseau radiateurs façade SO					
					Magna 1 25-100	-	-	Réseau radiateurs façade NE					
					Alpha 2 15-80	-	-	Réseau CTA					
	Régulation	V3V chauffage	1	SAUTER									
	Accessoires	Compteur énergie	1	SHARKY	775	-	-	-					
		Filtre à tamis	1	-	-	-	-	-					
		Vase expansion	1	GITRAL	50 litres	-	-	-					
		Filtre à cartouche	1	PERMO	Permoflash	-	-	-					
		Bâtiment socio-éducatif	Production de chaleur	Split-system	1	DAIKIN	2 MXS 50H 3V1B2	-	2016	-			
RXB 25 C2V1B	-						2016	-					
Régulation	V3V chauffage		2	BELIMO	-	-	2016	-					
Emission de chaleur	CTA		1	TROX	Xcube-C-R-r/1300	1 300 m3/h - Double flux	2016	-					
				TROX	Xcube-C-R-r/3000	3 000 m3/h - Double flux	2016	-					
				VMC	Caisson	4	-	-	2016	-			
				Administration, Mess	Production de chaleur	Split-system	1	AIRTON	ASW - H12B4	-	-	-	
AU 12 H53C02	-		-						-				
TAC 09 CHSA	-		-						-				
-	-		-						-				
DAIKIN	RXP 25M	-	2020						-				
RXYSQ 4 T7V1B	R410	2016	-										
RZQSG 100L9V1	-	2020	-										
LG	S09 AW	R410	2010						-				
MITSUBISHI	MUZ-HC 35VA	-	-						-				
-	-	-	-										
2	HITACHI	RAC 50YH7	-						-	-			
3	TOSHIBA	RAS 07 BAV	-						-	-			
4	AIRTON	TAC 12 CHSA	-						-	-			
6	AIRTON	AU 07 H53C04	-						-	-			
Armurerie	Production de chaleur	Split-system	1						HITACHI	RAC 50WPC	R410	2018	-
Salle de sport	Production de chaleur	Split-system	2	DAIKIN	2MXS 50 H3V1B	R410 + 3 unités intérieures	2016	-					
Porte entrée	Production de chaleur	Split-system	1	DAIKIN	RXS 50 G2V1B	R410	-	-					
	VMC	caisson double flux	1	ALDES	DFS 500	-	-	-					
Local électrique	Production d'électricité	Armoire cellule	1	-	-	avec inverseur automatique	-	-					
		Groupe électrogène	1	SDMO	V630	630 kVA	-	-					
		Transformateur	1	AREVA	-	630 kVA	-	-					

## ANNEXE 3 – CONDITIONS D'ACCES A L'ETABLISSEMENT



Direction  
de l'administration pénitentiaire  
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux  
(Nouvelle Aquitaine)

### Contraintes Pénitentiaires dans les marchés publics de fournitures et de services

Le titulaire sera réputé connaître toutes les conditions d'interventions propres aux établissements pénitentiaires à la signature de l'acte d'engagement. Il renoncera donc à faire état ultérieurement des difficultés provenant des contraintes en milieu carcéral pour modifier la nature ou le montant de ses prestations.

#### 1 – Obligation d'autorisation préalable pour entrer dans un établissement pénitentiaire

En vue de l'obtention des autorisations d'accès, les entreprises devant intervenir dans l'établissement, adresseront au chef d'établissement ou au gestionnaire de site, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à 7 jours avant la date de l'intervention, une liste nominative de toutes les personnes appelées à intervenir sur le site.

Les personnes mineures ne sont généralement pas autorisées à entrer dans les établissements pénitentiaires.

Chacune de ces personnes devra fournir au préalable au chef d'établissement :

- les éléments figurant sur la pièce d'identité nationale

Des précisions complémentaires seront demandées aux titulaires d'un contrat devant intervenir en permanence dans l'établissement.

L'Administration Pénitentiaire délivrera les autorisations nécessaires. Elle se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels de l'entreprise sans que cette dernière ne puisse prétendre à une indemnité ou à une quelconque compensation, l'entreprise devra proposer une autre personne.

Après l'obtention de cette autorisation, les personnels de l'entreprise, munis d'un titre d'identité (passeport ou CNI) pourront se présenter à l'entrée de l'établissement.

#### Références juridiques

*Article D 221-1 du code de procédure pénale*

*"Le chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement."*

*Article D 221-3 du code de procédure pénale*

*"A ce titre, il prendra les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition du chantier, la fermeture des portes ou passages, les circuits de circulation, ainsi que leur éclairage."*

*Article D 222-2 du code de procédure pénale*

*"Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire, des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores, se rapportant à la détention. Cette autorisation peut être délivrée par le Directeur Régional des Services Pénitentiaires pour les établissements se rapportant à sa compétence territoriale, et par le Ministre de la Justice lorsque l'autorisation concerne des établissements sur l'étendue du territoire national."*

*Article D 222-3 du code de procédure pénale*

*"Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie »"*



**Direction  
de l'administration pénitentiaire**  
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux  
(Nouvelle Aquitaine)

## 2- Conditions d'accès aux établissements

### - RDV fixé en amont (pas de visite inopinée)

L'intervenant ne peut se présenter à la porte d'entrée qu'aux heures et jours qui lui auront été indiqués lors de la prise de rendez-vous. Il n'est pas possible de se présenter sans avoir convenu de l'heure d'arrivée en amont avec l'établissement. Dans le cas contraire, l'entrée sera refusée.

### - Présentation d'un titre d'identité

Les personnels de l'entreprise, munis d'un titre d'identité (passeport ou CNI) pourront se présenter à l'entrée de l'établissement. A l'entrée, la pièce d'identité sera déposée à la porte et sera rendue au moment de la sortie.

### - Interdiction des appareils connectés

Tous les protocoles de communication sans-fil, Bluetooth, wi-fi, 3G 4G, etc.... sont interdits d'utilisation dans les établissements pénitentiaires.

De ce fait, les téléphones portables ne sont pas autorisés à l'intérieur de l'enceinte, il est interdit à toute personne pénétrant dans un établissement pénitentiaire de garder sur elle un téléphone portable ou un appareil récepteur de message alphanumérique (alphanumérique ou autres...), tablettes connectées. Ils devront être déposés au poste d'entrée principale (PEP).

L'utilisation de Pcs portables ou de tablettes ne pourra être autorisée par le chef d'établissement que si ces appareils sont rendus non communiquant avant leur entrée dans la structure. La procédure permettant cette désactivation devra être portée à la connaissance du service informatique de l'établissement.

Les supports de mémoire amovible sont également interdits d'usage dans l'enceinte des établissements pénitentiaires. Cependant une dérogation à cette règle peut être demandée auprès du chef d'établissement.

Afin d'établir les autorisations d'accès nécessaires, un état détaillé des matériels informatiques et numériques des pc, tablettes, support d'enregistrement (clés USB ou disque durs externes) susceptibles d'être introduits dans l'enceinte de l'établissement doit être remis au chef d'établissement. Cet état doit mentionner le type, marque, modèle et numéro de série des matériels.

*Un registre d'entrée et sortie des matériels autorisés sera tenu à la porte d'entrée de l'établissement.*

### - Zone de circulation limitée

Le personnel de l'entreprise ne pourra circuler que sur le lieu même du chantier et toujours sous le contrôle d'un agent de l'établissement désigné à cet effet, que dans les secteurs qui leur auront été définis.

Sauf dispositions contraires de l'établissement, un laissez-passer pour les entreprises intervenant ponctuellement ou un jeton numéroté pour les entreprises intervenant en permanence (titulaire du contrat de maintenance principal) sera donné en échange. Il sera à remettre à chaque sortie. Toute personne entrant dans l'établissement sera soumise au contrôle d'un portique de détection.

-Pour les intervenants ponctuels, le port d'un baudrier de couleur peut être demandé.

### - Vérification des sacs

Les sacs, pochettes ou autres devront être ouverts aux de vérification.

- Un inventaire complet des trousseaux à outils devra être fourni.

### - Contrôles des véhicules

Outre le contrôle concernant les personnes, tout véhicule entrant ou sortant sera également contrôlé.

Les entreprises fourniront la liste des véhicules devant intervenir dans l'établissement, avec la marque, la couleur et leurs immatriculations ainsi que la nature et caractéristiques des engins et des gros matériels nécessaires aux travaux.

A cet effet la copie de la carte grise des véhicules doit être fournie à l'établissement.

Les mesures suivantes de contrôle sont effectuées, moteur arrêté, sur tous les véhicules entrant ou sortant :

- contrôle du fret
- contrôle du dessous et de la cabine du véhicule



## Direction de l'administration pénitentiaire

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux  
(Nouvelle Aquitaine)

Les chauffeurs des véhicules appelés à pénétrer dans un établissement et munis d'un appareil de radiocommunication fixe doivent le déclarer et verrouiller leur véhicule ou cabine durant le temps de leur intervention.

Aucun mouvement de véhicule ne sera autorisé lors de la fermeture du portail d'accès au chantier ou de l'établissement, en cas d'alarme.

Les véhicules accédant au chantier sont acheminés sur les lieux du chantier dans les mêmes conditions que les autres véhicules (prise en charge par un agent de l'établissement désigné à cet effet). Aucun véhicule ne doit circuler hors de la présence de l'agent de l'établissement désigné à cet effet.

Pour certains établissements, la taille de la porte d'entrée conditionne la taille des véhicules. Il se peut que les véhicules de grands gabarits ne puissent pas pénétrer à l'intérieur des établissements et soient obligés de rester à l'extérieur de l'établissement.

**Tous véhicules des entreprises ou toutes personnes qui se présenteront à l'entrée, sans que les responsables de l'établissement en soient avertis préalablement, ne seront pas autorisés à pénétrer à l'intérieur de l'établissement.**

**Le titulaire prendra ses dispositions pour avertir ses fournisseurs. Il ne pourra pas prétendre à des indemnités ou à des compensations pour les retards que cette situation pourrait engendrer.**

### Références juridiques

*Article D 222-3 du code de procédure pénale*

*"Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie »*

### 3- Contacts avec les personnes détenues

Le Chef d'établissement pourra interdire l'accès à l'établissement des personnes qui ne respecteront pas ces règles, indépendamment des poursuites judiciaires qu'il pourra engager à l'encontre de ces personnes, sans que l'entreprise puisse prétendre à une indemnité ou une quelconque compensation.

### Références juridiques

*Article D 121-4 du code de procédure pénale*

*"Il est interdit aux personnes ayant accès dans la détention :*

- *de se livrer à des actes de violence sur les détenus ;*
- *d'user à leur égard, soit de dénominations injurieuses, soit de tutoiement, soit de langage grossier ou familier ;*
- *de fumer « dans les lieux fermés et couverts affectés à un usage collectif, sous réserve de ceux spécialement aménagés à cet effet » ou de boire à l'intérieur de la détention ou d'y paraître en état d'ébriété ;*
- *d'occuper sans autorisation les détenus pour leur service particulier ;*
- *de recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux aucun don ou avantage quelconque ;*
- *de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci ;*
- *de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec l'extérieur, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par le règlement ;*
- *d'agir de façon directe ou indirecte auprès des détenus pour influencer sur leurs moyens de défense et sur le choix de leur défenseur.*"

*Article D 221-5 du code de procédure pénale*

*"L'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques doit être expressément autorisée par le chef d'établissement et être soumis au contrôle de l'administration. Le non-respect de ces dispositions entraîne la communication de l'infraction à l'autorité judiciaire en vue de l'application éventuelle des poursuites légales prévues à l'article 248 du Code Pénal."*



**Direction  
de l'administration pénitentiaire**  
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux  
(Nouvelle Aquitaine)

*Article R-57-6-18 du code de procédure pénale*

*« La sortie des écrits faits par un détenu en vue de leur publication ou de leur divulgation, sous quelque forme que ce soit, ne peut être autorisée que par décision ministérielle. A ce titre, une fiche de consignes de sécurité individuelle sera signée par chaque personnel devant intervenir sur le site. »*

#### 4 – Modalités de fonctionnement du chantier de maintenance

Les horaires de chantier seront décidés conjointement avec la DISP et l'établissement.

Toutes les entrées et sorties se feront de manière collective sauf autorisation spéciale du directeur.

Toute modification des horaires, en fonction de la nature de certains travaux particuliers, devra être autorisée par le chef d'établissement. Les sorties ne seront autorisées qu'après contrôle de l'effectif des détenus.

##### **Dispositions communes :**

En règle générale, l'administration Pénitentiaire ne met aucun outillage à disposition des entreprises. Par conséquent, les entreprises intervenant dans l'établissement devront prévoir tout l'outillage nécessaire à la bonne réalisation du chantier.

Pour les entreprises de travaux, l'emplacement des baraques de chantier ou de tout autre entrepôt devra être décidé avec le directeur de l'établissement.

Toutes les formalités - voirie, autorisation de stationnement à l'extérieur de l'établissement, évacuation des gravats, stockage, etc... - sont à la charge de l'entreprise.

En dehors des heures de service, rien ne doit être laissé sur le chantier qui ne puisse être enlevé : outils ou véhicules. Toutes les fouilles et excavations devront impérativement être rebouchées tous les soirs ou recouvertes. La circulation devra être maintenue en toutes circonstances.

##### **Outillage :**

Un inventaire exhaustif est remis au responsable de détention, à l'économe et à l'agent de l'établissement préalablement désigné. Il est minutieusement tenu à jour par le conducteur de travaux ou le chef de chantier qui sont responsables également de l'outillage des ouvriers appartenant aux entreprises sous-traitantes. A cet égard, ils sont responsables des manquements qui pourraient survenir au même titre que le titulaire.

Une copie de cet inventaire est tenue à disposition dans le bureau du chantier pour que les gradés puissent effectuer leur contrôle. En tout état de cause, l'agent de l'établissement chargé de suivre le chantier effectue chaque soir le contrôle complet de l'outillage. Les ouvriers ne pourront quitter l'établissement qu'après ce contrôle. L'outillage doit être entreposé en sûreté, en un lieu qui est déterminé par le responsable de détention, en concertation avec le conducteur de travaux. Quant au petit outillage, il est enfermé dans des caisses cadenassées dont les clefs sont conservées par le chef de chantier. Le remisage de l'outillage est obligatoire à chaque interruption de chantier, même de courte durée (pause-café ou de midi par exemple).

Tous les autres objets dangereux (échelles, cordes, perches d'échafaudage...) doivent demeurer sous un contrôle permanent et hors de portée de la population pénale.

##### **Cordages et échelles :**

D'une manière générale, les cordages et les échelles doivent faire l'objet d'une surveillance permanente. Ces éléments ne doivent en aucun cas être laissés négligemment contre ou au pied d'un mur pendant leur utilisation. Les échelles seront systématiquement attachées et cadenassées à un point fixe même s'il y a une personne dessus.

Midi et soir, elles seront entreposées dans un local par les soins de l'agent de l'établissement désigné à cet effet. Dans la matinée ou dans l'après-midi, lorsqu'elles ne sont pas utilisées, les échelles sont enchaînées à des pattes de scellement dont la localisation est déterminée au préalable par le conducteur de travaux en accord avec le responsable de détention. Quant aux cordages, ils sont enfermés dans des caisses cadenassées.

##### **Échafaudages :**

Toute installation d'échafaudage doit faire l'objet d'une autorisation du chef d'établissement ou, à défaut, du responsable de détention.

Tant que leur utilisation est nécessaire, ils sont enfermés à l'intérieur d'une paroi lisse, conçue pour éviter



**Direction  
de l'administration pénitentiaire**  
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux  
(Nouvelle Aquitaine)

toute escalade.

Une porte d'accès à cet échafaudage sera prévue. Elle sera solide et devra comporter une serrure de sécurité. Après démontage, tout élément d'échafaudage doit être éloigné de l'abords des murs et entreposé aussi rapidement que possible dans une aire de stockage où ils sont par ailleurs enchaînés. La procédure est identique pour ce qui concerne les bois du coffrage, les éléments préfabriqués ou tout autre matériau susceptible de favoriser une escalade.

**Véhicules et Engins de levage :**

Ceux-ci ne doivent circuler ou stationner à l'intérieur de l'établissement que le temps strictement nécessaire puis être conduits hors de l'établissement. En tout état de cause, les véhicules seront reconduits à l'extérieur de l'établissement tous les soirs. Indépendamment des consignes de sécurité qui régissent l'utilisation de ces engins, il est impératif d'observer les consignes spécifiques au milieu pénitentiaire. Pour les travaux à l'intérieur de l'établissement, il est expressément prescrit que les engins devront rester continuellement occupés pendant les heures normales de travail.

Pendant l'utilisation :

- le conducteur ne doit jamais quitter sa cabine,
- si une épreuve de force venait à être tentée par un détenu ou un groupe de détenus, il convient alors d'abaisser aussitôt la flèche, de couper le moteur et, éventuellement, de jeter les clés de l'engin en un lieu le plus inaccessible possible (par exemple, au-dessus du mur d'enceinte).

En dehors de son utilisation :

- le véhicule à l'arrêt doit être impérativement verrouillé et les clés conservées par l'utilisateur.

**NOTA IMPORTANT :**

Les engins de levage, ne pouvant être reconduits à l'extérieur de l'établissement, doivent être garés en un lieu qui sera préalablement déterminé par le directeur de l'établissement, le responsable de la détention et le conducteur de travaux. Les clés des véhicules ou engins doivent être retirées et conservées par les conducteurs. Enfin, tous ces engins ne doivent pas pouvoir être manœuvrables après le départ des ouvriers. Un organe ou élément de fonctionnement devra pouvoir être retiré afin de neutraliser totalement l'engin de levage ou grue fixe. Les clés de ces derniers devront être remises au Poste d'Entrée Principale (PEP).

A ces dispositions générales s'ajoutent des dispositions propres à l'établissement que l'entreprise s'engage à respecter.

Une notice de consignes particulières rappelant les mesures d'ordre intérieur en vigueur dans l'établissement sera remise au titulaire du marché. Celui-ci s'engagera à respecter les clauses de confidentialité qui y figurent.

Par ailleurs, le chef d'équipe recevra des consignes de sécurité en cas d'alarme pénitentiaire. A charge pour lui de rappeler ces informations aux membres de son équipe.

## ANNEXE 4 – OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

La présente annexe indique les fréquences minimales des opérations de maintenance préventives.

Les prestations incluses dans les prix P2 sont celles qui sont détaillées dans l'annexe 2 de la brochure n° 2008 constituant le décret n° 87-966 du 26 novembre 1987 approuvant le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics d'exploitation de chauffage avec gros entretien des installations (J.O. du 2 décembre 1987).

Le **PRESTATAIRE** sera tenu de présenter dans les 2 mois qui suivront la date de prise d'effet du marché un programme prévisionnel détaillé de maintenance préventive par type de matériels.

Ce programme respectera a minima les fréquences indiquées par la présente annexe.

Un document de suivi de ce programme prévisionnel sera tenu en permanence par le **PRESTATAIRE** qui en remettra un exemplaire tous les trimestres au **CD de Bédénac**.

## A – INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE – VMC – TRAITEMENT D’AIR - CLIMATISATION

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					
	A chaque passage	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	Suivant les besoins
<b>1 – GÉNÉRALITÉS</b>						
Tenue des cahiers de chaufferies et sous-stations	x					
Visite de contrôle général		X				
Nettoyage courant		X				
Nettoyage général					X	
Nettoyage des ventilations hautes et basses				X		
Dans le cadre de remise en conformité avec la réglementation, fourniture d’un devis correspondant						x
Reprise de peinture et de calorifuge					x	
<b>2 - CHAUDIÈRES</b>						
Contrôle de température départ /retour	X					
Contrôle et relevé de la consommation de combustible		X				
Permutation chaudière		X				
Vérification des joints		X				
Contrôle briquetage ou garnissage					X	
Protection à la mise à l’arrêt					X	
Révision générale					X	
Reprise de peinture					X	
Ramonage de carnaux et cheminées				Bois	GP	
Ramonage (ou nettoyage) des conduits de gaz de combustion des chaudières				Bois	GP	
<b>3 – BRÛLEURS</b>						
Contrôle de l’état et du fonctionnement (fuites)	X					
Contrôle et réglage des électrodes			X			
Nettoyage des filtres et gicleurs			X			
Vérification des contrôleurs de flamme			X			
Vérification étanchéité raccords et vannes			X			
Contrôle :						
Boîte de contrôle, contacts électriques, relais			X			
Volets d’air, turbine, pompe			X			
Réglage brûleur (CO2, fumées), contrôle de rendement			X			
Contrôle étalonnage :						
Aquastats					X	
Pressostats					X	
Thermostats					X	
Nettoyage général et graissage des parties tournantes					X	

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES				
	A chaque passage	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles
<b>Suivant les besoins</b>					
<b>4 - ECHANGEURS</b>					
Contrôle des températures départ / retour	X				
Contrôle du fonctionnement manomètres et thermomètres		X			
Contrôle des pressions entrée / sortie		X			
Détartrage, nettoyage interne et réfection éventuelle des joints					X
Contrôle du fonctionnement des soupapes et de leur étanchéité			X		
<b>5 - EXPANSION</b>					
<b>5.1 – Vase sous pression d'azote</b>					
Contrôle de la pression et regonflage				X	
Contrôle général				x	
<b>5.2 – Groupe de maintien de pression</b>					
Contrôle des appoints d'eau	X				
Contrôle et nettoyage des filtres				X	
Contrôle du niveau d'eau		X			
Contrôle des pressions	X				
Contrôle des pompes					
Clapets			X		
Soupapes			x		
<b>6 - RÉGULATION</b>					
Contrôle des ensembles de régulation	X				
Rééquilibrage des ensembles de régulation conformément aux spécifications des constructeurs					X
Contrôle des garnitures d'étanchéité des vannes trois voies		X			
<b>7 – VERIFICATION DES SECURITES</b>					
Soupapes					X
Limiteur de température					X
Détection Gaz					X
Détection Incendie					X
Coup de poing d'arrêt d'urgence					X
Coupeure Lumière / Force					X
Fonctionnement des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité					X

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					Suivant les besoins
	A chaque passage	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	
<b>8 – POMPES</b>						
<b>8.1 – Pompes à garniture mécanique ou à coussinets</b>						
Contrôle de l'état de fonctionnement	X					
Contrôle des pressions amont et aval		X				
Graisse et vérification		X				
Permutation pompes		X				
Relevés intensités				X		
Resserrage des contacts sur bornes					X	
Contrôle des presse-étoupe	X					
Resserrage modéré des presse-étoupe		X				
Remplacement des garnitures						X
Révision générale					X	
<b>8.2 – Pompes à rotor noyé</b>						
Contrôle de l'état de fonctionnement	X					
Contrôle des pressions amont et aval		X				
Permutation pompes		X				
Relevé d'intensité				X		
Resserrage des contacts sur bornes					X	
Révision générale					X	
<b>8.3 – Pompes de relevage</b>						
Contrôle du fonctionnement	X					
Contrôle général					X	

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					
	A chaque passage	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	Suivant les besoins
<b>8 - ELECTRICITE</b>						
Examen visuel des tableaux, essais des lampes	X					
Remplacement des voyants						X
Nettoyage des contacts des appareillages					X	X
Dépoussiérage des tableaux					X	
Resserrage de la visserie, vérification des connexions					X	
Vérification de l'état des bobines de relais					X	
Réglage des thermiques en fonction de l'intensité absorbée par les moteurs et matériels branchés en aval					X	
Essai manuel des disjoncteurs				X		
Contrôle d'isolement des armoires					X	
Contrôle d'isolement des moteurs					X	
Contrôle d'isolement des différents matériels					X	
Vérification de la tenue des mises à la terre					X	
Visite complète des moteurs					X	
<b>9 – VANNES / ROBINETTERIE / FILTRES / MANCHONS</b>						
Vérification de l'étanchéité des vannes et robinets	X					
Vérification des joints et presse-étoupe	X					
Resserrage ou remplacement des joints presse-étoupe						X
Manœuvre et graissage des vannes et robinets					X	
Élimination des dépôts par nettoyage et brossage puis graissage					X	
Nettoyage des clapets anti-retour					X	
Nettoyage des filtres				X		
Vérification de l'état extérieur des manchons/compensateurs de dilatation/anti-vibratiles	X					
<b>10 – TRAITEMENT DE L'EAU DE CHAUFFAGE</b>						
Vérification des caractéristiques des eaux traitées			X		X	
Vérification de l'appareillage de dosages et réglage éventuel :						
- Pompe doseuse		X				
- Compteur d'impulsion		X				
Vérification des caractéristiques des produits injectés			X			
Recharge des appareils						X
Nettoyage des bacs à produits, enlèvement des dépôts				X		
Rapport d'ensemble sur la qualité et les analyses des eaux					X	
Résultats des analyses à porter sur le cahier de chaufferie			X		X	



NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					Suivant les besoins
	Si nécessaire	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	
<b>11 – VENTILATEURS DE SOUFFLAGE ET D'EXTRACTION (y compris aérothermes)</b>						
Vérification de l'échauffement des moteurs			X			
Vérification de l'échauffement des paliers et roulement			X			
Vérification de l'encrassement des grilles d'aspiration		X				
Vérification de l'état et de la tension des courroies puis réglage ou remplacement éventuel			X			
Vérification alignement des poulies				X		
Vérification et reprise des alignements moteurs et ventilateurs				X		
Vérification du serrage de la boulonnerie de fixation				X		
Vérification du clavetage des poulies turbines				X		
Vérification de l'équilibrage dynamique des turbines					X	
Graissage des paliers et roulements			X			
Vérification de l'état des paliers et des roulements					X	
Lessivage des turbines et des volutes					X	
Vérification du fonctionnement des leviers des registres			X			
Lubrification de la tringlerie et des axes					X	
Nettoyage et dépoussiérage de l'intérieur des caissons					X	
Resserrage des vis de blocage des lames					X	
Nettoyage et dépoussiérage des lames					X	
Vérification des peintures et revêtements intérieurs					X	
<b>Batterie chaude</b>						
Vérification de l'état de la batterie et de son étanchéité					X	
Contrôle des températures en amont et aval	X					
Vérification de la propreté et du colmatage par mesure de la perte de charge		X				
Dépoussiérage à l'aspirateur et nettoyage, si nécessaire, à l'eau additionnée de détergent					X	
Contrôle de la régulation sur charge de la batterie		X				
<b>Bouches de ventilation</b>						
Nettoyage des bouches de ventilation (y compris dans les cellules)					X	

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					Suivant les besoins
	Si nécessaire	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	
<b>12 – VENTILO-CONVECTEURS</b>						
Vérification des débits					X	
Vérification de l'état des batteries et de leur étanchéité					X	
Vérification de la propreté du colmatage des batteries			X			
Contrôle du bon fonctionnement de la régulation			X			
Changements des filtres						X
Nettoyage des filtres régénérables			X			
Graissage des parties tournantes				X		
Vérification des composants électriques					X	
<b>13 – FILTRATION</b>						
<b>Aéraulique - Filtres statiques</b>						
Vérification de l'état des filtres		X				
Vérification de la perte de charge des filtres			X			
Nettoyage ou remplacement des cellules				X		
<b>Hydraulique</b>						
Contrôle et nettoyage des filtres à tamis des réseaux chauffage			X			
Remplacement des cartouches des filtres à cartouches présents sur les réseaux eau froide			X			
<b>14 – GROUPE FRIGORIFIQUE / POMPE A CHALEUR</b>						
Contrôle du bon fonctionnement		X				
Contrôle des pressions huile HP – BP		X				
Contrôle de la régulation			X			
Contrôle température d'échange eau glacée et eau de refroidissement		X				
Recherche de fuite sur circuit frigorigène					X	
Essais des sécurités				X		
Contrôle des niveaux d'huile			X			
Relevé des intensités de démarrage et fonctionnement					X	
Apport de fluide frigorigène	X					
Vérification des plots anti-vibratiles					X	
Vérification des fixations tuyauteries					X	
Contrôle entartrage condenseur					X	
Test acidité d'huile					X	

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					
	Si nécessaire	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	Suivant les besoins
<b>15 – CHAUFFERIE BOIS</b>						
<b>Silo de stockage et système de transfert</b>						
Graissage des paliers de transmission		X				
Vérification du serrage des systèmes de fixation du système de dessilage et de transfert					X	
Contrôle du bon état général					X	
Vidange et remplacement de l'huile et filtre de la centrale hydraulique					X	
<b>Système d'alimentation en combustible de la chaudière</b>						
Graissage des paliers du clapet				X		
Nettoyage de la buse d'extinction incendie du réservoir d'alimentation				X		
Contrôle de l'étanchéité du clapet					X	
Vérification de l'état des joints de portes du réservoir					X	
Vidange et remplacement de l'huile du réducteur de la vis					X	
Vérification du système d'extinction de départ de feu ou de sprinklage le cas échéant					X	
<b>Chaudière</b>						
Nettoyage de la sonde oxygène		X				
Nettoyage des trous d'injection d'air dans le foyer				X		
Nettoyage des turbines des ventilateurs d'air primaire et secondaire					X	
Vérification du fonctionnement des clapets d'admission d'air et/ou de recyclage des fumées					X	
Vidange, remplacement filtre et huile de la centrale hydraulique					X	
Nettoyage et ramonage des faisceaux des échangeurs					X	
<b>Filtre multicyclone</b>						
Vérification de l'absence de colmatage en partie basse des cyclones		X				
Nettoyage du tube de collecte des fumées de la sonde à oxygène				X		
Vérification et nettoyage des particules en partie haute des cyclones				X		
<b>Extracteur des fumées</b>						
Vérification de l'état des courroies d'entraînement et graissage des paliers				X		
Nettoyage de la turbine de l'extracteur					X	

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES				
	Si nécessaire	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles
<b>Système de transfert des cendres</b>					
Graissage des paliers de guidage				X	
Vidange et nettoyage du système de transfert des cendres					X
Vérification générale de l'état du système de transfert (usure, déformations...)					X

## B – PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES				
	A chaque passage	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles
<b>1 - ECHANGEUR</b>					
Contrôle des températures et inscription dans le livret	X				
Contrôle du fonctionnement manomètres et thermomètres		X			
Contrôle des pressions entrée / sortie		X			
Détartrage, nettoyage interne et réfection éventuelle des joints					X
Contrôle du fonctionnement des soupapes et de leur étanchéité			X		
<b>2 - BALLONS</b>					
Dégazage manuel		X			
Détartrage, nettoyage interne et réfection éventuelle des joints					X
Contrôle étanchéité de l'ensemble et du faisceau		X			
Contrôle de fonctionnement soupape sécurité			X		
Nettoyage et contrôle de fonctionnement du purgeur automatique		X			
<b>3 - REGULATIONS</b>					
Contrôle du fonctionnement normal par action sur les organes pilotes		X			
Contrôle des mitigeurs			X		
Resserrage des raccords électriques					X
Réglages fins de course servomoteur					X
Contrôle étalonnage point de consigne et température effective de production		X			
Maintien en état des presse-étoupe de vanne de régulation					X
Graissage des moteurs			X		
Remplacement des voyants					X

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					
	A chaque passage	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	Suivant les besoins
<b>4 – POMPES</b>						
<b>4.1 – Pompes à garniture mécanique ou à coussinets</b>						
Contrôle de l'état de fonctionnement	X					
Contrôle des pressions amont et aval		X				
Graisse et vérification		X				
Permutation pompes		X				
Relevés intensités				X		
Resserrage des contacts sur bornes					X	
Contrôle des presse-étoupe	X					
Resserrage modéré des presse-étoupe		X				
Remplacement des garnitures						X
Révision générale					X	
<b>4.2 – Pompes à rotor noyé</b>						
Contrôle de l'état de fonctionnement	X					
Contrôle des pressions amont et aval		X				
Permutation pompes		X				
Relevé d'intensité				X		
Resserrage des contacts sur bornes					X	
Révision générale					X	
<b>5 – TRAITEMENT DE L'EAU CHAUDE SANITAIRE</b>			X			
Vérification des caractéristiques des eaux traitées						
Vérification de l'appareillage de dosage et réglage éventuel :						
Pompe doseuse	X					
Compteur d'impulsion	X					
Vérification des caractéristiques des produits injectés			X			
Recharge des appareils						X
Nettoyage des bacs à produits, enlèvement des dépôts					X	
Rapport d'ensemble sur la qualité et les analyses des eaux			X			
Résultats des analyses à porter sur le carnet sanitaire			X			
Démontage et contrôle de l'état des manchettes témoins					X	
<b>6 – PREVENTIONS CONTRE LA LEGIONELLE</b>						
Décrite dans les annexes n°4 et 5						

## C – GROUPE ELECTROGENE / TGBT

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					
	Bimensuelles	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	Suivant les besoins
<b>1 - GROUPE ELECTROGENE</b>						
Essai de démarrage automatique avec une charge minimale de 50% et sur une durée minimale de 30 minutes	X					
Contrôle de la pression d'air dans les bouteilles de lancement du moteur et purges des bouteilles		X				
Graissage du ventilateur et de la pompe à eau		X				
Contrôle des durites		X				
<u>Moteur :</u>						
Vérification du niveau d'huile	X					
Vérification du niveau du circuit de refroidissement	X					
Vidange et remplacement de l'huile selon la durée de fonctionnement et au minimum annuellement					X	X
Nettoyage du filtre à air					X	
Vérification de la tension et de l'état des courroies					X	
Essai des organes de sécurité (manque d'huile, d'eau)					X	
Vérification du serrage des boulons			X			
Vérification du serrage des culasses			X			
Graissage des éléments			X			
Remplacement des filtres à huile et à fioul			X			
<u>Alternateur :</u>						
Vérification des balais et collecteur					X	
Graissage général et vérification des roulements			X			
Dépoussiérage et nettoyage général			X			
<u>Compresseur d'air de lancement :</u>						
Vérification du niveau d'huile			X			
Vidange et remplacement de l'huile selon la durée de fonctionnement et au minimum annuellement					X	X
Vérification et nettoyage des filtres					X	
Vérification du démarrage automatique			X			
<b>2 - TGBT</b>						
Vérification du serrage des cosses					X	
Nettoyage des contacts, des relais, sectionneurs, commutateurs...					X	
Réglage des thermiques et des contacteurs					X	
Vérification des alarmes, des sécurités et des signalisations					X	
Remplacement des lampes					X	

## ANNEXE 5 – MESURES DE PREVENTION CONTRE LES LEGIONELLES

NATURE DES PRESTATIONS À EFFECTUER	FREQUENCES					Suivant les besoins
	A chaque passage	Mensuelles	Trimestrielles	Semestrielles	Annuelles	
<b>PRODUCTION E.C.S.</b>						
Nettoyage / détartrage / désinfection					X	
<b>Contrôle des températures</b>						
Contrôle des températures à la production d'ECS	X					
Contrôle des températures au point de puisage le plus éloigné par bâtiment				X	X	
<b>Analyses</b>						
Recherche de légionelles					X	
<b>Clapets anti-retour</b>						
Vérification des clapets anti-retour en chaufferie					X	
<b>Disconnecteur hydraulique</b>						
Vérification de fonctionnement				X		
<b>Adoucisseur</b>						
Nettoyage bac à saumure					X	
Vérification de la canne d'aspiration du bac					X	
Vérification du filtre sur l'arrivée d'eau					X	
Vérification du réglage du by-pass				X		
Désinfection des résines					X	
Vérification compteur ou horloge	X					
<b>Pompes de recyclage</b>						
Vérification du débit et du fonctionnement des pompes	X					
<b>Manchettes témoins</b>						
Démontage et inspection visuelle des manchettes					X	
<b>Tuyauteries</b>						
Vérification visuelle de l'état des tuyauteries et du calorifuge					X	
Désinfection des réseaux et des équipements terminaux						
Repérage des réseaux et diagnostic						
<b>Généralités</b>						
Tenue du carnet sanitaire	X					
Plan d'action curative en situation de crise						

## ANNEXE 6 – MODALITES DE PRELEVEMENTS POUR LA RECHERCHE DE LEGIONELLES

### 1. PREAMBULE

- ⇒ Les modalités de prélèvements définies ci-après sont établies à partir des préconisations de la circulaire n° 2002 /243 du 22 avril 2002 émise par la Direction Générale de la Santé, ainsi qu'en fonction des caractéristiques des installations de production de l'ECS du **CD de Bédénac**.
- ⇒ La périodicité et le choix des lieux de prélèvements ne peuvent être définis une fois pour toutes. Ils dépendent en effet des résultats observés. Ces modalités pourront donc être ultérieurement ajustées.

### 2. CHOIX DU LABORATOIRE

- ⇒ **LE PRESTATAIRE** devra impérativement s'adresser à l'une des trois catégories de laboratoires qualifiés ci-après.
  - Laboratoires agréés par le ministre chargé de la santé pour les eaux minérales.
  - Laboratoires agréés par le ministre chargé de la santé pour le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine qui réalisent les analyses de légionelles.
  - Laboratoire accrédités par le COFRAC pour le paramètre légionelles.

### 3. FICHE DE PRELEVEMENT

- ⇒ Seront notamment mentionnés :
  - Les coordonnées du bâtiment.
  - La date, l'heure du prélèvement, le nom du préleveur.
  - La référence et localisation du point de prélèvement.
  - La température relevée sitôt le recueil effectué.
  - La méthode de prélèvement : premier jet, écoulement de X minutes...

### 4. CONDITIONS D'ACHEMINEMENT

- ⇒ Les prélèvements sont programmés en accord avec le laboratoire qui effectue les analyses. Les échantillons sont remis le jour même au laboratoire pour analyse.

### 5. PERIODICITE DES PRELEVEMENTS

- ⇒ Lorsque tous les résultats d'analyse sont inférieurs au seuil d'alerte (1000 UFC LÉGIONELLA PNEUMOPHILA /litre d'eau), il est prévu une série d'analyses par an.



- ⇒ Les résultats d'analyse supérieurs au seuil d'alerte entraîneront la mise en œuvre d'actions correctives et la définition d'une nouvelle périodicité de prélèvements. Ces travaux étant hors contrat, le **CD de Bédénac** pourra s'il le souhaite, faire appel à la société de son choix, assisté du **PRESTATAIRE**.

## 6. POINTS DE PRELEVEMENT

- ⇒ Les prélèvements sont à réaliser idéalement aux points suivants :
- Fond de ballon d'eau chaude ou sortie du préparateur d'eau chaude
  - Retour de boucle
  - Point d'usage représentatif ou à défaut le point d'usage le plus éloigné de la production d'ECS
- ⇒ Les prélèvements sont à réaliser après obtention d'une température stable et à un moment de la journée où les installations sont exploitées dans des conditions normales.
- ⇒ Les prélèvements devront être effectués à des points de prélèvement mis en place.
- ⇒ Selon besoin, le **PRESTATAIRE** équipera les installations de points de prélèvements aux endroits les plus adaptés (prise en charge au titre du P3).
- ⇒ Pour éviter toute détérioration de la robinetterie, la technique du flambage ne sera pas pratiquée.

## 7. SYNTHESE DU NOMBRE DE PRELEVEMENTS A REALISER

Production ECS	Nombre de prélèvements annuels
Bâtiment A	3
Bâtiment B	3
Bâtiment C	3
Bâtiment E	3
Bâtiment F	3
Bâtiment G	3
Bâtiment H	3
Locaux cuisine	3
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>

## ANNEXE 7 – HISTORIQUE DES DONNEES ENERGETIQUES

Mois	Production énergétique chaufferie bois - MWh <sub>utile</sub>										
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Janvier	138	68	213	0	0	110	101	239	225	205	235
Février	173	58	198	14	0	67	93	174	107	113	182
Mars	129	75	43	23	91	85	14	25	132	121	124
Avril	74	113	45	125	23	14	139	11	228	128	127
Mai	0	32	96	93	0	2	21	54	52	18	84
Juin	0	41	61	0	0	0	69	38	0	0	16
Juillet	0	47	41	0	0	0	40	3	0	0	0
Août	0	49	65	0	13	0	53	0	10	0	0
Septembre	0	75	54	0	80	0	45	32	36	0	0
Octobre	0	93	70	0	77	0	50	99	134	1	37
Novembre	4	76	76	58	68	69	210	151	127	104	121
Décembre	52	176	180	40	44	40	226	137	182	150	24
<b>TOTAL</b>	<b>570</b>	<b>903</b>	<b>1 142</b>	<b>353</b>	<b>396</b>	<b>387</b>	<b>1 061</b>	<b>963</b>	<b>1 234</b>	<b>839</b>	<b>950</b>

Mois	Production énergétique chaufferie gaz propane - MWh <sub>utile</sub>										
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Janvier	Pas de données - compteur d'énergie chaufferie propane installé fin 2021									106	24
Février										22	50
Mars										104	5
Avril										55	0
Mai										53	0
Juin										55	82
Juillet										47	39
Août										62	62
Septembre										87	53
Octobre										89	2
Novembre										14	20
Décembre										0	148
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>695</b>	<b>486</b>

<b>Livraisons gaz propane - litres</b>	<b>181 362</b>	<b>153 222</b>	<b>136 942</b>	<b>221 339</b>	<b>228 541</b>	<b>235 919</b>	<b>128 538</b>	<b>120 056</b>	<b>95 647</b>	<b>139 940</b>	<b>111 401</b>
--	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	---------------	----------------	----------------

<b>DJU</b>	<b>-</b>	<b>1 509</b>	<b>1 649</b>	<b>1 742</b>	<b>1 769</b>	<b>1 684</b>	<b>1 637</b>	<b>1 483</b>	<b>1 688</b>	<b>1 370</b>	<b>1 540</b>
------------	----------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

**Observations :**

- Année 2013 : année de mise en service de la chaufferie bois
- Années 2016 / 2017 / 2018 : la quantité d'énergie thermique produite par la chaufferie bois relativement faible s'explique principalement par des dysfonctionnements de la chaudière.
- DJU :
  - Années 2014 à 2019 : DJU estimés sur la période du 01/01 au 31/05 et du 01/10 au 31/12
  - Années 2020 à 2023 : DJU réels



## ANNEXE 8 – MODELE DE TABLEAU DE SYNTHSE DES RECLAMATIONS

[illegible]

## ANNEXE 9 – HISTORIQUE DES INTERVENTIONS REALISEES AU TITRE DU P3 DE 2021 A 2024

Étiquettes de lignes	Montant (€ HT)
<b>2021</b>	<b>21 578 €</b>
Chaudière Bois - Remplacement câbles électriques + pièces Chaudière Bois - Remplacement de la vis de décendrage de la chaudière bois Chaudière Bois - Remplacement du compresseur Chaudière Bois - Remplacement module de communication Remplacement de la carte électronique avec son coffret sur VMC double flux BAT G Remplacement de la carte mère de régulation VMC double flux bât. G Remplacement de la VMC du bâtiment G Remplacement pièces détachées radiants gaz Remplacement pompes condensats climatisation bât. G	
<b>2022</b>	<b>45 570 €</b>
Chaudière biomasse - Remplacement pièces détachées Chaudière bois - Remplacement moteurs de registres d'air Chaudière Bois - Remplacement vis de décendrage Chaufferie bois - Remplacement compresseur et électrovanne expansion Chaufferie bois - Remplacement pressostat manque d'eau Réfection foyer chaudière bois Remise en état moteur et turbine extraction chaudière bois Remplacement des disconnecteurs non conformes Remplacement détendeur gaz propane chaudière n°2 Remplacement disjoncteur général chaufferie Remplacement manager de combustion chaudière gaz n°2 Remplacement moteur de gaine extraction bât. Socio Remplacement pièces chaudières bois Remplacement pièces détachées adoucisseurs	
<b>2023</b>	<b>21 738 €</b>
Modification et remplacement disconnecteurs par clapets anti-pollution sur réseaux EFS bât. E et F Remplacement bac à sel adoucisseur cuisine - 300 litres Remplacement carte électronique automatisme Flexcon Remplacement climatisation Economat Remplacement d'une climatisation bât. administration Mess Remplacement moteur dessileur n°1 Remplacement pièces détachées adoucisseur bât. H Remplacement pompe bouclage ECS - bât. G Remplacement pompe bouclage ECS - bât. H Remplacement pompe double chauffage - bât. Cuisines Remplacement rob. arrêt urgence gaz Remplacement vanne de sécurité ECS - bât. F Remplacement ventilateur de reventilation Remplacement ventilateur VMC double flux bureau porte d'entrée Réparation pompe chaufferie gaz	
<b>2024</b>	<b>14 858 €</b>
Bât. Socio - Réparation CTA double flux par la société TROX Remplacement carte de communication chaudière bois Remplacement carte électronique PAC bât. H Remplacement disconnecteurs ss-stations cuisine et chaufferie bât. E (circuit chauffage) Remplacement régulateur préparateur ECS cuisine Remplacement vis de transfert chaudière bois	
<b>Total général</b>	<b>103 743 €</b>